

COMMISSION SPECIALE CHARGE D'EVALUER LA LEGISLATION ET LA POLITIQUE EN MATIERE DE TRAITE ET DE TRAFIC DES ETRES HUMAINS

du

VENDREDI 25 NOVEMBRE 2022

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET DE EVALUATIE VAN DE WETGEVING EN HET BELEID INZAKE MENSENHANDEL EN MENSENSMOKKEL

van

VRIJDAG 25 NOVEMBER 2022

Namiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 12 et présidée par M. Khalil Aouasti.

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.12 uur en voorgezeten door de heer Khalil Aouasti.

Audition sur la traite et le trafic des êtres humains: volet victimes mineures de

- **Mmes Katlijn Declercq et Mathilde Dufranc, ECPAT Belgium;**

- **M. Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant;**

- **M. Jean-Pierre Jacques, avocat au barreau de Liège-Huy;**

- **Mme Chantal Van den Bosch, Orde van Vlaamse Balies.**

Hoorzitting over mensenhandel en mensensmokkel: onderdeel minderjarige slachtoffers met

- **de dames Katlijn Declercq en Mathilde Dufranc, ECPAT Belgium;**

- **de heer Bernard De Vos, algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;**

- **de heer Jean-Pierre Jacques, advocaat bij de balie van Luik-Huy;**

- **mevrouw Chantal Van den Bosch, Orde van Vlaamse Balies.**

Le **président**: Bonjour à toutes et à tous. Nous allons reprendre nos travaux. Étant donné qu'il devra nous quitter un peu plus tôt, je vous propose de modifier l'ordre de passage et de commencer par l'intervention de M. De Vos, qui est délégué général aux droits de l'enfant. Nous poursuivrons avec l'intervention conjointe de Mmes Declercq et Dufranc, qui représentent ECPAT Belgium. Puis, nous passerons à Mme Van den Bosch, avocate, qui représente les barreaux néerlandophones. Nous terminerons avec l'intervention de M. Jacques, avocat et qui représente AVOCATS.BE. Il est retenu dans les embouteillages et s'excuse. Il va nous rejoindre en cours

d'audition. Je vais immédiatement céder la parole avec plaisir à M. De Vos.

Bernard De Vos: Monsieur le président, mesdames et messieurs, je vais essayer faire court, comme vous me l'avez demandé. Je vais m'en tenir à un petit texte que j'ai concocté avec ma collaboratrice pour faciliter le travail des interprètes. Les questions qui sont liées à la traite et au trafic des êtres humains sont régies par différents textes législatifs, dont le Code pénal, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et une série d'arrêtés royaux que vous connaissez sans doute et qui ont, j'imagine, déjà été débattus dans cette commission.

En tant que délégué général aux droits de l'enfant, je me permets de rappeler qu'en ce qui concerne la situation des mineurs, ces différents textes doivent être appréhendés à la lumière de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant qui prévoit en son article 3 que, dans toute décision qui les concerne, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. La Convention prévoit explicitement que les enfants doivent être protégés contre toutes les formes d'exploitation qui nuisent à leur bien-être et à leur développement. L'article 19 protège contre la maltraitance des enfants, l'article 32 contre le travail des enfants, l'article 34 prévoit que les enfants doivent être protégés contre les abus sexuels, l'article 35 prévoit une protection contre la traite des enfants et enfin l'article 36 couvre toutes les autres formes d'exploitation et d'abus. Il précise en outre que "Les États parties protègent l'enfant contre toutes autres formes d'exploitation préjudiciable à tout aspect de son bien-être."

Je le rappelle parce que les textes législatifs mentionnés plus haut ne font presque jamais la différence entre les enfants et les adultes.

Concrètement, les deux publics cibles pour lesquels la question de la traite et du trafic des êtres humains a été soulevée auprès de mon institution sont les mineurs étrangers non accompagnés (MENA) et les enfants roms. Je précise que, contrairement à d'autres intervenants de ce jour, mon institution n'est pas spécialisée dans cette thématique, mais je ne voulais pas rater cette occasion de vous donner le point de vue du défenseur des enfants francophones. Je sais que ma collègue la kinderrechtcommissaris est aussi sensible à ces questions, parce que la question de la traite et du trafic des enfants est importante.

Concernant les mineurs étrangers non accompagnés (MENA), j'ai été régulièrement interpellé par des organisations de terrain qui s'inquiètent de ce groupe de jeunes. Il y a plusieurs catégories parmi les MENA. Il y a des mineurs demandeurs d'asile, pour lesquels la protection est en général – pas pour l'instant avec la crise que nous connaissons – plutôt tranquille, étant pris en charge par les services de Fedasil ou de la Croix-Rouge. Ils sont hébergés, il y a un tuteur qui leur est désigné et leur sécurité est plus ou moins assurée, dans tous les aspects de leur vie.

Il y a une autre catégorie de MENA, ce sont des mineurs non demandeurs d'asile, qui sont principalement, en Belgique et surtout à Bruxelles, issus du Maroc. Ce sont des gamins qui viennent principalement de la ligne méditerranéenne entre Tanger et Nador. Ces gamins ne sont pas demandeurs d'asile, ont effectivement la possibilité d'être hébergés, mais du fait qu'ils savent que s'ils sont repérés par les autorités, ils risquent d'avoir des soucis et en tout cas de ne pas être reconnus comme candidats réfugiés, ces jeunes évitent le plus possible les autorités mais aussi les services sociaux.

Si vous descendez à la gare du Midi ou à la gare du Nord, vous les croiserez certainement. Ces jeunes passent leur temps, dans des situations très délicates, à sniffer du white spirit ou de la colle, à faire des petits trafics, à faire le guet pour des trafiquants de drogue, etc. Ce sont des gamins qui sont dans des situations de rue extrêmement dangereuses et sont donc plus que d'autres sujets à être exploités par le travail ou l'exploitation sexuelle. Nous reviendrons plus tard sur ce qu'il peut se passer.

C'est la raison pour laquelle, avec mon homologue flamande la Kinderrechtcommissaris, nous avons remis en 2020 une série de recommandations aux autorités concernées. Ces recommandations visaient principalement à assurer la sécurité de ces enfants, à faire en sorte qu'ils puissent être hébergés dans de bonnes

conditions, nourris correctement, et qu'ils ne soient pas obligés d'avoir recours à des faits de délinquance et de se retrouver dans des situations tout à fait indignes de nos engagements internationaux.

Une deuxième situation compliquée est celle des enfants mendiants, qui sont souvent issus de familles roms. Je suis régulièrement interpellé par des passants et des associations à ce sujet. Des citoyens s'inquiètent de voir des enfants rester calmes, trop calmes, avec des adultes pour mendier ou de voir des mineurs seuls mendier aux feux rouges ou dans des artères commerçantes. La question de la traite et du trafic des êtres humains a souvent été soulevée. Mon institution informe les services de première ligne de la situation de ces enfants afin qu'ils puissent aller à leur rencontre et voir comment les aider au mieux.

Plusieurs difficultés peuvent être relevées dans le cadre de cette problématique. La première est le manque de places pour les mineurs étrangers au sein des centres spécialisés dans l'accueil des victimes de la traite et du trafic des êtres humains.

Or, pour pouvoir accéder à la procédure de protection spéciale pour les victimes telle que définie par la circulaire du 23 décembre 2016, le jeune doit faire l'objet d'un accompagnement obligatoire par un centre d'accueil spécialisé reconnu. Il n'y a que trois centres qui sont reconnus en Belgique, à savoir Pag-Asa, Payoke et Sürya. C'est évidemment trop peu. Il est étonnant que le centre Esperanto, en Communauté française, qui a une expertise depuis presque 20 ans, n'en fasse pas partie. Une reconnaissance de ce centre serait un plus pour les mineurs.

Ce centre, qui est un service agréé par l'aide à la jeunesse, ne peut intervenir que sur mandat. Même si ce centre est ouvert 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, il ne peut pas accepter des situations d'urgence. Or, on sait que si les jeunes restent en rue faute de place, ils sont une cible privilégiée et une proie facile pour les réseaux de traite et de trafic des êtres humains. Par ailleurs, le personnel des centres Fedasil n'est pas formé pour s'occuper de ces jeunes victimes.

Je précise que la situation de manque de places, que je décris ici, est alarmante, non seulement pour les mineurs victimes de la traite des êtres humains, qui peuvent être détectés comme tels, mais aussi pour tous les mineurs qui restent à la rue, à Bruxelles, dans un pays riche et industrialisé, et sont obligés de dormir dehors parce que Fedasil a manqué de prévoyance dans l'organisation de leur accueil, qu'ils soient seuls ou en famille. C'est une situation nouvelle qui date de ces dernières

semaines. La situation de rue est extrêmement défavorable concernant les risques de traite et d'exploitation.

La deuxième question est celle de la détection et de l'identification des mineurs victimes de la traite et du trafic d'êtres humains, qui n'est pas simple. Pour arriver à une meilleure détection de ces victimes, il est important de sensibiliser et de former les services de première ligne, notamment les travailleurs de rue et ceux de l'aide à la jeunesse à cette problématique. Il en est de même des services de police, ceux-ci étant souvent en contact avec les mineurs notamment lors de leur arrestation lorsqu'ils commettent un fait qualifié d'infraction ou en cas de contrôle d'identité.

Le problème est que les mineurs, dont on soupçonne qu'ils peuvent faire l'objet de traite ou d'exploitation et qui commettent un délit, sont bien trop souvent considérés en premier lieu comme des délinquants et non comme des victimes potentielles d'un trafic ou de traite des êtres humains. Pour pouvoir avoir la possibilité de détecter une victime, il faut que les services qui prennent en charge ces mineurs aient le personnel suffisant pour prendre le temps de discuter correctement avec eux, ce qui n'est pas le cas. Il faudrait dès lors renforcer les services de première ligne et les zones de police avec du personnel supplémentaire, afin que celui-ci ait l'occasion de détecter d'éventuels signes de traite ou de trafic d'êtres humains.

Une formation des magistrats des parquets à cette thématique devrait également avoir lieu. Les jeunes qui commettent un fait qualifié d'infraction sont envoyés en Institution publique de protection de la jeunesse (IPPJ), qui n'est évidemment pas le lieu le plus adapté à leur situation. Certes, ils ont commis un fait délinquant mais ils peuvent l'avoir fait pour le compte de quelqu'un d'autre, comme c'est régulièrement le cas.

Une grande vigilance doit être accordée à ces jeunes. Le personnel des IPPJ devrait lui aussi être formé à la détection de ces victimes et une orientation adéquate devrait être prévue à la sortie des IPPJ. Les MENA qui sont auteurs de faits qualifiés d'infractions sont régulièrement envoyés en IPPJ à Saint-Hubert pendant un mois, où ils peuvent un peu récupérer, être alimentés correctement et être libérés de leur éventuelle dépendance au white spirit ou à la colle, qui sont des dépendances relativement légères. Cependant, un mois après, ils sont renvoyés pratiquement sans aucun accompagnement en rue, ce qui fait qu'il y a une dépense énorme, financière et humaine, pour un résultat extrêmement faible.

La troisième question est le manque d'informations des services venant en aide aux jeunes. En effet, les services de police et les procureurs qui interviennent dans le cadre d'une infraction commise par un jeune ne disposent que d'informations partielles sur le jeune et ne savent pas ce qu'il est advenu de lui en dehors de leur zone. Chacun n'a qu'une vue partielle de la situation du jeune. Il faudrait s'assurer qu'un minimum d'échange d'informations et de coordination ait lieu entre les différents services entrant en contact avec le jeune, en total respect des règles du secret professionnel partagé. Sinon, la tentation est grande d'avoir un grand supermarché des informations, un grand champ de bavardage qui ne protège pas suffisamment l'enfant.

Une centralisation et une coordination des informations au sein d'un parquet, par exemple, devrait avoir lieu. La circulaire du 23 décembre 2016 prévoit cette collaboration dans son article 6.2.1.3, mais, dans la pratique, il apparaît que celle-ci n'est pas toujours aisée. Il n'y a pas automatiquement de prise de contact entre les magistrats. Pour les MENA, le tuteur peut aussi jouer un rôle important dans ce domaine. Mais, là aussi, on sait que beaucoup de ces mineurs ne disposent pas d'un tuteur spécialisé dans les MENA. Ils sont en effet trop peu nombreux et la demande est trop importante pour le moment.

Enfin, il conviendrait que des outils d'information à destination des jeunes et des enfants concernés soient conçus avec la préoccupation *child friendly*. Il s'agirait de *folders*, clips vidéo, affiches qui permettraient aux enfants de connaître leurs droits et de savoir où ils peuvent s'adresser quand ils sont en difficulté.

Quatrièmement, la circulaire de 2016 prévoit que le Bureau Mineurs et victimes de la traite des êtres humains (MINTEH) de l'Office des étrangers peut autoriser au séjour pour une durée illimitée la victime, soit lorsque sa déclaration ou sa plainte a abouti à une condamnation, soit si le magistrat a retenu dans ses réquisitions la prévention de traite des êtres humains ou de trafic des êtres humains sous les circonstances aggravantes prévues à l'article 77^{quater} de la loi sur les étrangers. Dans le cas contraire, si la victime n'a pas été officiellement reconnue, elle perd sa protection et n'a pas droit à un titre de séjour illimité.

Cette situation n'incite pas les victimes mineures à faire des déclarations et à porter plainte car elles ne sont pas sûres que leurs déclarations vont aboutir à une condamnation. Les trafiquants menacent bien souvent les personnes de représailles à leur égard ou à l'égard de leur famille si elles parlent aux autorités. Certains jeunes

voudraient collaborer mais ne disposent pas de suffisamment d'éléments qui permettraient d'identifier les exploitants.

En tenant compte de la vulnérabilité du mineur, il faudrait prévoir d'accorder un statut de séjour illimité aux victimes mineures si le magistrat et les acteurs spécialisés, tels que les centres spécialisés dans l'accueil des mineurs victimes, des experts, des psychologues ont suffisamment d'indices pour dire que la personne est bien victime même s'il n'y pas assez d'éléments pour que les autorités judiciaires poursuivent la procédure en justice. Pour être protégés, il faut pratiquement que les auteurs de l'exploitation ou de la traite soient condamnés avant que les enfants puissent obtenir une protection suffisante.

Enfin, en ce qui concerne la situation des enfants mendiants, une recherche action sérieuse devrait avoir lieu afin de faire un état des lieux de la situation: qui mendie, pourquoi, afin d'essayer de savoir si les enfants sont exploités, si des réseaux de traite des êtres humains se cachent derrière ces familles et ces enfants qui mendient. La dernière enquête de la police de Bruxelles mettait en évidence que la majorité des enfants qui mendiaient étaient vraiment les enfants des personnes qu'ils accompagnaient. Mais rien ne nous dit que la situation n'a pas évolué au cours des dix dernières années. Je pense que cette enquête date d'il y a plus de 15 ans.

Quant à la question du genre qui m'a été posée, il n'y pas lieu de faire de distinction formelle entre les filles et les garçons. Tous doivent être protégés de manière équivalente. Les garçons tout comme les filles peuvent être victimes de traite et de trafic des êtres humains. Ils méritent tous et toutes notre attention et notre vigilance. On note cependant que la prostitution touche plus régulièrement et plus fortement les jeunes filles, même si les garçons peuvent aussi être exploités dans ce cadre-là. Les jeunes filles qui viennent de pays étrangers, notamment des pays de l'Est, sont plus souvent exploitées dans le cadre de la prostitution, même si on remarque qu'à la faveur de la crise du covid-19 et des difficultés qui ont surgi, de plus en plus de jeunes filles vivant en Belgique et même belges sont exploitées dans des réseaux de prostitution. Il y a fort à craindre que la crise énergétique, avec ses conséquences économiques, ne renforce encore cette tendance extrêmement dommageable pour les enfants et les jeunes.

Le président: Merci pour votre intervention, monsieur De Vos. Je cède la parole à Mmes Katlijn Declercq et Mathilde Dufranc.

Katlijn Declercq: Eerst en vooral bedankt om hier

te mogen zijn. Mijn naam is Katlijn Declercq, ik maak deel uit van het bestuur van ECPAT België, maar ik heb ook jaren gewerkt voor ECPAT Internationaal. Nu ben ik gepensioneerd en op dit moment ben ik voogd van vijf Afghaanse jongeren. Zoals u ook in mijn uitleg zult horen, komt een deel van mijn ervaring daaruit voort. Voor wie ECPAT niet kent, wil ik nog zeggen dat het een internationale organisatie is die strijdt tegen kinderhandel, kinderprostitutie en online uitbuiting van kinderen. Dat is dan ook meteen de focus die wij hier zullen leggen. Er zal heel veel overlap zijn met wat de heer De Vos al zei. Het gaat over de problematiek die ook wij kennen en de onderzoeken die ook wij hebben gevoerd.

Allereerst wil ik vermelden dat er op dit moment heel veel minderjarige Afghaanse jongens zijn in België, die in de prostitutie terechtkomen om hun smokkelschuld af te betalen. Rond de Afghaanse jongens in Antwerpen heeft een onderzoek gelopen, en als ik me niet vergis, heeft het federaal parket er een dossier over geopend. Dat is overgedragen aan het Antwerpse parket. Het betreft hier een heel grote groep jongens tussen de 13 en de 18 jaar die in de prostitutie zijn beland, in feite enkel en alleen om hun smokkelschuld af te betalen. Tegelijkertijd stijgt op dit moment ook het aantal Oekraïense slachtoffers. Mensen die werken rond prostitutie, merken dat er ook Oekraïense jongeren bij de slachtoffers zitten.

Myria signaleerde al in het rapport rond mensenhandel in 2018 dat er Afghaanse jongens betrokken zijn. De staatssecretaris voor Asiel en Migratie wees twee dagen geleden nog in *De Standaard*, en blijkbaar ook hier in de Kamer, op het risico van seksuele uitbuiting van minderjarige, en met name Afghaanse, jongeren. Daar tekent zich de laatste maanden duidelijk een toenemend probleem af, dat we zeker in het oog moeten houden.

Dat is de ene kant: men ziet dat het probleem groter wordt, dat er meer en meer jongeren seksueel uitgebuit worden. Als we dan echter, aan de andere kant, kijken naar de cijfers van Myria en andere organisaties over het aantal minderjarige jongeren in de procedure, dan merken we dat in 2020 slechts vier jongeren in de procedure zaten. Het gaat om twee slachtoffers van economische uitbuiting en twee anderen, maar het zijn natuurlijk alle vier alleenstaande minderjarige vreemdelingen.

Wat is nu de moeilijkheid om jongeren in die procedure te krijgen? Vooraf wil ik nog zeggen dat bijvoorbeeld situaties van gedwongen huwelijken, of minderjarigen die huwen met een veel oudere man, niet erkend worden als gevallen van mensenhandel. Die zaken blijven liggen en worden niet

behandeld. Dat wordt ook onder meer gesignaleerd door Esperanto.

Een thema dat de heer De Vos al aanraakte, is dat heel veel van de jongeren die worden opgepakt door de politie, of opgepikt door de eerstelijnszorg, veeleer als daders dan als echte slachtoffers worden behandeld. GRETA, van de Raad van Europa, heeft daar in rapporten al meermaals commentaar op gegeven, heeft België als het ware op de vingers getikt en aangespoord om daar werk van te maken. Voorts wil ik niet herhalen wat de heer De Vos al heeft gezegd.

Hoe komt het nu eigenlijk dat er zo weinig jongeren in de procedure zitten en dat er zo weinig werk van wordt gemaakt? Een eerste, uiterst belangrijke zaak is de identificatie. Daar ga ik later op in. De eerste lijn, de frontlinie, heeft volgens mij nog altijd moeite met het erkennen van slachtoffers van mensenhandel, en dat geldt zowel voor advocaten als voor anderen. In het verhaal van veel van de jongeren die asiel aanvragen of op de een of andere manier in contact komen met Fedasil en daar om bescherming vragen, worden de elementen van mensenhandel niet opgepikt, niet meegenomen in het dossier. Heel veel van die jongeren zitten niet in een situatie van mensenhandel hier in België, maar hebben wel mensenhandel meegemaakt en zijn elders het slachtoffer van mensenhandel geweest. Twee van mijn pupillen zijn bijvoorbeeld nog altijd hun smokkelschuld aan het afbetalen en plegen daarvoor strafbare feiten hier in België. Zoals u ziet, moet de link met mensenhandel dus niet altijd vanuit de – heel begrensde – Belgische situatie, maar vanuit de Europese situatie bekeken worden. Het zou dus goed zijn om die jongeren in Europees verband... Ik heb pupillen die in Griekenland hebben gezeten, in Italië, waar ze duidelijk in een uitbuitingssituatie terecht waren gekomen. Nu in België kennen ze een moment van rust, maar dat betekent niet dat ze het trauma hebben verwerkt en dat ze geen recht hebben op speciale bescherming of op zijn minst op psychosociale opvolging die slachtoffers van mensenhandel krijgen.

Zoals mijnheer De Vos ook zegt, moeten de trauma's opgelopen tijdens een proces of gebeurtenis van mensenhandel op een speciale manier door gespecialiseerde mensen, zoals medewerkers van Esperanto, psychologen of jeugdwerkers, worden aangepakt. Hun problemen kunnen niet alleen opgelost worden via de bijzondere jeugdzorg. Bovendien is er weinig ervaring met slachtoffers van mensenhandel in de bijzondere jeugdzorg en moet er specifieke, gespecialiseerde hulp geboden worden.

Tweede belangrijk element bij de jongeren die hier toekomen, betreft een gebrek aan informatie. Wij, ECPAT samen met Caritas, hebben via een project geprobeerd de wetgeving in alle mogelijke talen voor de jongeren te vertalen. Veel instanties zijn hiermee bezig, maar vaak raakt die informatie niet tot bij de jongeren. De jongeren zouden die informatie moeten ontvangen via hun eigen kanalen. Het volstaat niet om een foldertje te hebben, je moet op TikTok, op Snapchat zitten. We moeten niet enkel via onze kanalen de informatie verdelen, we moeten op hun kanalen zitten om dit te doen. Volgens GRETA moet België hiertoe meer inspanningen leveren.

Mijnheer De Vos heeft eveneens gesproken over de kindvriendelijke procedure. Zodra de jongeren in contact komen met instanties, moet dit volgens ons op een kindvriendelijke manier verlopen. Ik geef twee voorbeelden vanuit mijn eigen ervaring. Allereerst, het interview. Jongeren worden vier, vijf, zes keer geïnterviewd over hetzelfde verhaal. Waarom kan dit niet met audiovisuele middelen? Waarom moeten die jongeren constant het trauma herbeleven? Bovendien worden ze nog vaak 'gepakt' op het feit dat ze in het ene verhaal iets hebben verteld en in een ander verhaal iets anders, terwijl dit deel uitmaakt van het trauma. Ze zullen dingen verstoppen, bepaalde dingen niet willen zien, die dan op een ander moment opnieuw opduiken. Dit gebeurt in de asielprocedure evenals in andere procedures. Ze verliezen hun geloofwaardigheid op het moment dat ze nieuwe elementen toevoegen aan hun verhaal. Nochtans is dit vaak het proces dat een jongere moet doormaken.

Een ander element van de kindvriendelijkheid betreft de tolken. Aan deze mensen wordt zelden gedacht wanneer sprake is van kindvriendelijke methodes. Ik heb verschillende keren tijdens interviews bij de politie, tijdens de asielprocedure of bij MINTEH gemerkt dat bepaalde tolken op een arrogante, afstandelijke, weinig emotioneel betrokken manier tolken en zelfs commentaar geven op het verhaal. Ik maak geen verwijten aan deze mensen. Deels is die houding te wijten aan de opleiding die de tolken krijgen. ECPAT heeft voor de tolken een module met verschillende sessies uitgewerkt om hen enig begrip van mensenhandel, en enig begrip van omgaan met kinderen bij te brengen. De tolk is immers vaak de persoon tegen wie ze hun verhaal vertellen veeleer dan tegen de politieman die geen Dari, geen Pasjtoe of een van de talen die ze spreken, beheerst. De tolk is hun landgenoot. De tolk vervult meer dan louter de functie van vertaler, hij is een persoon aan wie de jongere vertelt wat hij heeft meegemaakt. De jongere zegt aan de tolk tijdens een interview vaak "Zeg hem ...", doelend op de

interviewer, "dat ik dit of dat heb meegemaakt". De jongere geeft zijn vertrouwen aan de tolk. Het is normaal dat al die mensen een opleiding moeten krijgen, een betere opleiding. Wie kan die geven? Enerzijds ngo's, maar anderzijds ook federale en gewestelijke bevoegde diensten. Je zou kunnen kijken naar de FOD Justitie, naar de FOD Volksgezondheid enz.

Mijnheer De Vos heeft ook al aangegeven dat er een betere ketenbenadering moet bestaan. Mensenhandel is een federale bevoegdheid, maar de zorg in dat kader is een gewestelijke bevoegdheid. Zeer vaak merken we dat er geen link tussen die twee niveaus bestaat. Er bestaat een grote discrepantie tussen het statuut van slachtoffer en het krijgen van hulp in de zorgsector. De informatie stroomt niet door, de aanpak vlot evenmin.

Ik trap waarschijnlijk een open deur in als ik zeg dat diensten zoals de voogddienst en de opvangdiensten verzadigd zijn. Momenteel worden wij als voogd – ik ben vrijwillige voogd – overbevraagd. Een van mijn jongeren is na een negatieve beslissing verdwenen. Dit betekent in de terminologie van de jongeren dat zij doorreizen en hun kansen elders wagen. Heel snel vraagt men dan om die jongere af te schrijven en er een nieuwe aan te nemen, omdat de diensten vol zitten. Er zijn jongeren die 18 worden en geen voogd hebben gezien, terwijl ze hier al van hun 14, 15 jaar in het centrum van Broechem verblijven. U kan zich inbeelden dat dit geen gunstige situatie is. Veel van die jongeren lopen enorme risico's. Ze hebben geen voogd, ze hebben nog geen advocaat. De risico's op mensenhandel nemen voor deze jongeren enorm toe.

De voorwaarden om als jongere als slachtoffer erkend te worden, zijn veel te zwaar. Voor minderjarigen zijn ze niet haalbaar. Niet meewerken met de politie, het eigen circuit of de eigen familie aangeven, de smokkelaar of de mensenhandelaar aangeven... We moeten hier geen doekjes omwinden: voor jongeren moet dit aangepast worden, moet dit anders geïnterpreteerd worden.

Ik ga nog in op een laatste element: de gender-specifieke benadering. Het beeld bestaat dat slachtoffers van seksuele uitbuiting en de link met mensenhandel vooral meisjes betreft, maar met Afghaanse en Oekraïense jongeren zien we nu iets anders. ECPAT heeft een studie uitgevoerd naar jongensprostitutie in België en er blijkt een schromelijk gebrek aan cijfers en gegevens te bestaan. Rond meisjes is heel wat gedaan, en terecht, maar voor jongens zijn er totaal geen gegevens. Daar gaan we eigenlijk 30, 40 jaar terug in de tijd, toen kinderprostitutie ook nog niet bestond. Wij geloven dat niet. Volgens ons bestaat

dat wel, maar het is het gewoon niet onderzocht. De link daar met mensenhandel bestaat wel, maar er is gewoon geen onderzoek naar gevoerd. Dus wij pleiten ervoor om ook dit element daarin mee te nemen.

We zien de laatste jaren dat mensenhandel zijn prioritaire functie in het beleid verloren heeft en wij willen die duidelijk behouden. Dat is een eerste aanbeveling. Wij denken dat regelgeving heel goed is. Het is heel goed dat er prachtige maatregelen en regelgeving zijn, maar als daar geen centen aan worden gekoppeld, geraken we nergens. De dienst Voogdij en alle mogelijke ngo's hebben het verhaal van Esperanto gehoord. Wie in de wereld van de ngo's en van de diensten rondgaat, zal vaststellen dat er een schrijnend gebrek aan middelen is.

Ik denk ook dat er een gedetailleerd en specifiek systeem moet komen voor de individuele beoordeling van minderjarige slachtoffers. We moeten daar op een andere manier mee omgaan. Ook bij de meerderjarige scheelt er wel wat, maar daar ga ik mij niet over uitspreken. De slachtofferstatus, zeker voor kinderen, moet aan mildere voorwaarden of andere voorwaarden worden toegekend en kan niet afhangen van hun capaciteit om mee te werken of niet, en de vervolging. Men moet meer investeren in gespecialiseerde centra voor slachtoffers. Op dit ogenblik heeft België maar twee gespecialiseerde centra.

Ik denk dat we daar duidelijk meer energie en meer centen in moeten steken, ook in de voogddienst. We zien dat een jongere voor het eerst tot rust komt, als hij een voogd krijgt en het eerste gesprek plaatsvindt. En dan komen elementen van mensenhandel naar boven. Een jongere zal niet bij Fedasil aankloppen en zich onmiddellijk als slachtoffer van mensenhandel bekendmaken. Dat gebeurt nooit. Pas wanneer iemand een voogd heeft, in een centrum zit, in de bijzondere jeugdzorg zit en tot rust gekomen is, zal die als een slachtoffer worden herkend.

Ik heb nog een kleine toevoeging over de mensen van de balie. Wij hebben schitterende advocaten die met minderjarigen werken en die zich enorm inzetten, ook pro Deo, maar wij stellen nog altijd vast dat het thema mensenhandel en de omstandigheden daarrond nog iets te weinig bekend zijn. ECPAT heeft geprobeerd daar iets aan te doen en een vorming daarrond op te zetten, maar het is belangrijk dat dit ook in de opleiding van de advocaten wordt opgenomen, dat dit een deel van de leerstof wordt. Ik weet niet precies welke vorming zij krijgen, maar we wensen dat dit daarin wordt geïntegreerd, dat men standaard die informatie meekrijgt, zeker voor wie met niet-begeleide minderjarige vreemdelingen werkt. Daar

zit op dit moment de grote knoop in België en in Europa.

Ik sluit af. De Europese Unie heeft bij aanvang van de Oekraïense crisis een pracht van een verklaring opgesteld over hoe kinderen moeten worden beschermd vanaf het ogenblik dat ze de Oekraïense grens oversteken tot in het land waar ze bescherming krijgen. Als dat voor Oekraïense kinderen mogelijk is, moet dat volgens ons ook kunnen voor alle niet-begeleide minderjarigen. Het is heel goed dat het gebeurt voor Oekraïense kinderen, maar ECPAT zou dat graag ook doorgevoerd zien voor bijvoorbeeld Afghaanse, Afrikaanse, Marokkaanse en Romakinderen. Voor ons hebben alle kinderen recht op dezelfde behandeling, zoals ook in het Verdrag inzake de Rechten van het Kind staat.

Chantal Van den Bosch: Ik wil de voorzitter en de leden van de commissie bedanken voor de uitnodiging om hier te spreken. Ik werd gevraagd door de Orde van Vlaamse Balies om hen hier te vertegenwoordigen, maar ik heb ook het mandaat gekregen om over de werkwijze op ons kantoor te spreken. Wij proberen ons daar immers ook zo veel mogelijk in te zetten voor minderjarigen, waarbij we proberen om daar altijd voor hen present te zijn.

Het doel is om een concreet beeld van de dagelijkse realiteit te schetsen, om te spreken vanuit ervaring en om te informeren over de werkpunten die de OVB en ikzelf menen te zien.

De OVB heeft zelf een commissie Jeugdrecht met eigen voorstellen, reacties op voorstellen en een eigen visie, die daarom niet altijd officiële of goedgekeurde standpunten van de OVB zijn.

Wie zijn de slachtoffers van de tienerpooiers en de mensenhandel? Dat zijn meestal maar niet altijd kwetsbare, beïnvloedbare jongeren met een laag zelfbeeld, met een moeilijke thuissituatie en met weinig aansluiting bij het thuismilieu.

Het is een valkuil om te veronderstellen dat het altijd om die jongeren gaat, want dat is absoluut niet het geval. Ik had deze week nog een zitting op de jeugdrechtbank over een moeilijke thuissituatie, waarin de oudste dochter aan het revolteren was. De twee ouders waren daar aanwezig, maar stonden diametraal tegenover elkaar, waarbij de oudste dochter dan tussenkwam. De moeder zei iets, de vader reageerde daarop en moeder ging uiteindelijk naar vader, terwijl de oudste dochter tussenkwam. Die oudste dochter vluchtte omwille van die situatie zo veel mogelijk weg van thuis en kwam daarbij met slechte gasten in aanraking. De consulent sprak daar de vrees uit dat ze vroeg of

laat in de armen van tienerpooiers zou terechtkomen. Wij gaan er altijd van uit dat het gaat om zeer kwetsbare jongeren in een bepaalde moeilijke thuissituatie, maar dat is zeker niet alleen daar het geval.

Hoe komen die jongeren in de klauwen van de tienerpooiers? Zij worden aangesproken of komen hiermee in contact via vrienden die zelf slachtoffer zijn, die dan zelf dader worden en andere slachtoffers ronselen.

In de werkwijze van de tienerpooiers zien wij verschillende fases. De eerste fase is de versierfase. Er wordt geprobeerd contact te leggen met de jongeren op school, met jongeren die spijbelen en in bepaalde voorzieningen. Er wordt geprobeerd aandacht te geven en er worden materiële zaken gekocht. De slachtoffers worden in de watten gelegd en voelen zich aangesproken.

In een tweede fase wordt een gunst of een vriendendienst gevraagd. Wanneer er weerstand is bij de betrokkenen, die meestal een heel laag zelfbeeld hebben, volgt er vernedering of wordt het negatieve zelfbeeld extra versterkt.

Daarna volgt de paybacktime. In die fase wordt gevraagd talloze klanten te bedienen, al dan niet onder invloed van drank en drugs. De betrokken jongeren krijgen middelen toegediend, om ze er op dat moment ook nog eens afhankelijk van te maken.

Het komt erop neer dat op een heel subtiële manier onder de huid en in het hoofd van de slachtoffers wordt gekropen, wat maakt dat het slachtoffer erg loyaal is, niet alleen door de afhankelijkheid van die middelen maar ook door de psychische afhankelijkheid van de daders. Het is misschien heel moeilijk te begrijpen, maar zodra slachtoffers worden opgepakt – ik moet daarbij uitgaan van de situatie waarin zij worden opgepakt en wij bijvoorbeeld een Salduzverhoor doen – merken wij dat die jongeren vaak heel moeilijk loskomen van de daders. Zij voelen nog altijd loyaleiteit en druk.

Het is in een eerste fase dan ook heel moeilijk hen te doen inzien dat zij in een moeilijke situatie zitten, dat zij slachtoffers zijn en dat zij worden gebruikt en gemanipuleerd. Dat is niet evident. Wat dus vooral nodig en cruciaal is, is dat er heel veel tijd wordt besteed aan de slachtoffers. Wanneer de advocaten in beeld komen, hebben de slachtoffers al een hele weg afgelegd en heeft de politie uiteindelijk de nodige initiatieven kunnen nemen. De slachtoffers hebben dan eigenlijk al een heel traject afgelegd en zijn bijna gebrainwasht en heel afhankelijk. Vervolgens komt de politie er opeens bij. Zij moeten dan naar een cel en worden

verhoord. Er is ook een vertrouwelijk overleg met minderjarige slachtoffers en wij nemen de tijd om zoveel mogelijk met hen te spreken, maar wij hebben daar maar een kwartier voor. Laat het echter duidelijk zijn dat wij altijd een beetje meer tijd nemen om met de minderjarigen te kunnen spreken, maar wij moeten aan hen op korte tijd kunnen aantonen dat wij als advocaat gebonden zijn aan het beroepsgeheim en dat alles wat zij tegen ons zeggen vertrouwelijk is en dat wij hen zullen bijstaan. Dat is de bedoeling. Gaandeweg zal dat vertrouwen ook groeien, naarmate er zittingen in het kabinet of openbare zittingen zijn – meestal zijn er bij de jeugdrechter veel kabinetszittingen – en dat is heel belangrijk. Daarom is het ook zo belangrijk dat er met betrekking tot de jeugdadvocatuur zo min mogelijk loco wordt opgetreden.

In ons kantoor worden de meisjes altijd bijgestaan door hetzelfde team van advocaten, die ook de opleiding hebben gevolgd, zodat zij niet elke keer opnieuw hun verhaal moeten doen. U sprak daar daarnet over minderjarigen die hun verhaal altijd opnieuw moeten doen. Bij de minderjarige slachtoffers is dat ook het geval. In de praktijk zien wij dat, als een minderjarige bijvoorbeeld op een bepaald moment wordt opgepakt en voor de jeugdrechter verschijnt waarna die maatregelen neemt ter bescherming of, indien er een gevaar is, tot opsluiting die minderjarige de volgende keer misschien voor een andere jeugdrechter zal komen, namelijk de jeugdrechter die op dat moment van dienst is. Dat is andermaal een nieuw gezicht voor de jongere, wat niet zo evident is. Ik zeg dat met alle respect voor de jeugdrechters, want ik kan u verzekeren dat zij enorm veel inspanningen doen. De jongere verschijnt dan echter weer voor een andere jeugdrechter, aan wie hij zijn verhaal al dan niet moet doen. Laten we immers wel wezen: papier is heel geduldig, maar wat men beleeft door te spreken met een minderjarige tijdens de verhoren, tijdens het vertrouwelijk overleg, op voorhand of in de voorzieningen, is een totaal ander gegeven dan wat men leest in een beschikking of een verslag. Daarin zitten natuurlijk elementen die ook belangrijk zijn, maar als die minderjarige opnieuw zijn verhaal moet doen of zich niet begrepen voelt, moet men uiteindelijk terug naar af gaan.

Hetzelfde geldt voor de consultants. Er zijn consultants, zeker in Antwerpen, die overbevraagd zijn. Die mensen doen keihard hun best, maar hebben honderden dossiers waaraan ze moeten werken. Die moeten niet alleen, bij permanentie, de onderzoeken doen voor de jongeren die op die dag worden voorgebracht bij de jeugdrechter, zij moeten ook nog thuisbezoeken doen. Elke minderjarige die een dossier heeft bij de

jeugdrechtbank, moet na een half jaar tot een jaar voorkomen op een openbare zitting. Ook daar moet een consultant een advies schrijven. Ook daar moet de thuissituatie nagekeken worden. Ook daar moet er contact opgenomen worden met de school om een aantal dingen na te gaan. Ook de consultants zijn dus volledig overbevraagd. Er is daar dan ook nog eens een wisselwerking. Met andere woorden, het feit dat er steeds andere gezichten zijn voor die minderjarigen maakt dat de vertrouwensband, die zo cruciaal is en die zo belangrijk is met het oog op de bijstand, soms te wensen overlaat.

Ik heb gesproken over de geestelijke afhankelijkheid, die heel moeilijk te doorbreken is. Die daders zijn enorm gewiekst. Het lijkt wel of zij voelsprietten hebben. Ze staan aan homes, ze zoeken spijbelaars op, ze hebben via via contact. Vaak is het ook zo dat slachtoffers zelf bij de dader terechtkomen. Ze komen in een voorziening terecht, ze lopen samen weg. En dan komen ze weer bij de dader terecht. Dat is natuurlijk een verschrikkelijke situatie.

Er is het wantrouwen dat er is tegenover iedereen, tegenover de hulpverlening. De vertrouwensband met de jeugdadvoocaat is heel cruciaal. Het volgende is een eigen visie, laat dat duidelijk zijn. Ik zie vaak het probleem dat er geen keuze van jeugdadvoocaat is. Minderjarigen krijgen een pro-Deoadvocaat toegewezen. Dat is de advocaat die hen verder blijft volgen.

Ik geef een voorbeeld. Een minderjarige heeft iets gestolen in een winkel. Er is een herstellbemiddeling opgestart. De advocaat heeft op geen enkele wijze contact gehad met de minderjarige. Dat is eigenlijk een schriftelijke procedure. Wij nodigen de minderjarige wel uit, maar de kans dat die opdaagt, is klein. Dat wordt dan verder afgehandeld. Later wordt diezelfde minderjarige opgepakt. Een van onze mensen doet het Salduzverhoor, spreekt met de minderjarige, is daarna bij de jeugdrechter aanwezig. Toch zal die tweede advocaat niet de titularis worden van die minderjarige. De advocaat die eigenlijk enkel schriftelijk iets heeft gemeld of in het beste geval schriftelijk contact heeft gehad, zal de vaste jeugdadvoocaat zijn. De minderjarigen worden zo opnieuw met iemand geconfronteerd aan wie ze in hun crisissituatie niet hun hele hart hebben kunnen tonen. Dat is soms een probleem. Als minderjarigen evenwel zelf mogen kiezen wie hun advocaat wordt, bestaat het gevaar dat de jongere een keuze krijgt opgelegd vanuit het milieu, zoals dat bijvoorbeeld gebeurt bij drugsdossiers. Dat is de keerzijde van de medaille.

Bij de jeugdrechtbank wordt een systeem gehanteerd dat aan het evolueren is naar een bed and

breakfast. Dat is verschrikkelijk. Er zijn gewoonweg geen mogelijkheden tot een eigen aanpak op maat van onze minderjarigen. We hebben geen plaatsen. We hebben te weinig psychologische en psychiatrische hulp voor onze minderjarigen. Als een minderjarige opgepakt wordt en de volgende dag moet verschijnen bij de jeugdrechter, zal de consulent of de jeugdrechter 's morgens "intercappen". Dat wil zeggen dat men informeert bij welke voorzieningen er plaatsen zijn. Er wordt met andere woorden niet gekeken naar de minderjarige en hoe op de beste manier kan worden ingespeeld op die minderjarige en de situatie. Er wordt eigenlijk gekeken waar plaats is en welke plaats dan het dichtst bij het profiel van de minderjarige past. Dat kan absoluut niet. Ik wil niet de advocaat zijn die voor een bed and breakfast moet zorgen voor mijn jongeren. Ik wil de advocaat zijn die aan de jeugdrechter kan voorleggen welke verschillende mogelijkheden er zijn. Ik wil oplossingen voorstellen. Ik wil niet kijken waar een bed is, waar de jongere naartoe kan, opdat hij of zij toch niet op straat of in een verschrikkelijke opvoedingssituatie zou terechtkomen. Dat is heel cruciaal en daar hebben we veel te weinig mogelijkheden.

Ik heb al gesproken over de hulpverleners en hun zo belangrijke vertrouwensband. Tijd, geduld en dezelfde gezichten zijn belangrijk. Die jongeren zijn immers al zo vaak gekwetst geweest. Ze voelen zich zo vaak in de steek gelaten. Zeker voor slachtoffers van tienerpooiers en slachtoffers van mensenhandel is het niet de bedoeling dat ze nog eens hun verhaal moeten doen, want het is voor hen al heel moeilijk erover te praten. Telkens opnieuw hun verhaal doen, brengt inderdaad elke keer het trauma terug. Dat moet zoveel mogelijk beperkt worden. Inderdaad, wij willen heel graag audiovisuele verhoren tout court.

Oplossingen? Ik kan moeilijk zeggen dat ik oplossingen kan aanreiken. Ik kan alleen een beetje advies geven over de manieren van aanpak die er kunnen zijn. Als er een oplossing was, was het geen problematiek meer.

Wat wij vooral zien, is dat er kernsteunfiguren moeten zijn. Zo moeten zij niet telkens opnieuw hun verhaal doen. Kernsteunfiguren die duidelijk weten waaraan en waaraf, en die zoveel als mogelijk de minderjarigen kunnen begeleiden, die een hechte vertrouwensband hebben. Het slachtoffer moet zoveel mogelijk ontlast worden.

Als er een jeugadvocaat is, moet die jeugadvocaat initiatieven nemen. Die moet zich melden. Die moet ervoor zorgen dat contact opgenomen wordt met het parket om te kijken waar er eventueel dossiers zijn, waar er zaken voorkomen. Er moet een mogelijkheid zijn om zich burgerlijke partij te

stellen. En dat moet uiteraard verder gaan dan alleen voor min 18-jarigen.

U moet zich voorstellen dat op dit moment een dader die minder dan 18 is, sowieso bijstand van een jeugadvocaat pro Deo krijgt. Als hij 18-plus is en in de gevangenis zit, is er ook geen probleem, dan valt hij onder de voorwaarden en krijgt bijstand van een advocaat. Voor de slachtoffers ligt dat anders. Onder de 18 jaar hebben ze recht op een jeugadvocaat, maar zijn de slachtoffers ouder dan 18, dan krijgen die te horen: "Het spijt mij, wij moeten het eerst nakijken. Waar woont u?" De gezinssamenstelling moet bij het dossier gevoegd worden. De inkomsten van alle meerderjarige personen die ingeschreven zijn op dat adres moeten erbij gevoegd worden. En dan zal men kijken of het slachtoffer aan de voorwaarden voldoet voor recht op een pro-Deoadvocaat.

Ik vind dat dit absoluut niet kan. Ik heb al vaak gezegd dat ik dat niet meer dan mijn plicht vind, maar mijn kantoor levert heel vaak pro-Deo bijstand, pur sang, omdat wij weten dat pas meerderjarig geworden slachtoffers anders geen bijstand hebben. Zij moeten opboksen tegen een kantoor dat vaak zeer gespecialiseerd is in strafrecht en dan gooien zij heel dikwijls de handdoek in de ring.

Ik vind dat het niet kan dat zij moeten betalen, want zij zitten al met studiekosten of hebben eventueel al werk. Ze proberen hun leven opnieuw op poten te krijgen. Dat zij dan ook nog kosten moeten maken voor het proces, vind ik verwerpelijk. Ik vind dat zij sowieso recht hebben op het pro-Deosysteem.

Vanaf het moment dat een dossier bij de jeugdrechtbank is, is er sowieso bijstand van een advocaat, bijstand van een consulent. In de vrijwillige hulpverlening is dat niet het geval. Wat doen wij wel? Aan jongeren die met ons willen komen praten, zullen wij altijd bijstand verlenen, al is dat op het Kievitplein, al is dat voor het aanbieden of zelf neerleggen van een klacht als slachtoffer. Dat is echter geen evidentie, want de jongere moet dat zelf aanvragen. Soms is de drempel veel te hoog en dat remt bepaalde jongeren af. De jongeren die wij bijstaan, weten dat, want wij leggen met hand en tand uit welke al de mogelijkheden zijn, maar veel van de jongeren weten dat gewoonweg niet, zij weten niet dat zij daar recht op hebben. Dat vind ik een enorm hiaat. Daarover moet echt duidelijk gecommuniceerd worden, er moet sensibilisering zijn, zodat de jongeren hun rechten kennen en weten op wie zij een beroep kunnen doen, liefst met advocaten die zij zelf kiezen.

Ik heb al gezegd dat er te weinig middelen en te weinig mogelijkheden zijn. Ik vind soms dat wij aan symptoombestrijding doen, maar niet echt de oorzaken aanpakken. Dat vind ik heel spijtig. We worden geconfronteerd met fugues van onze jongeren die resulteren in een time-out of in onderbrenging in een voorziening. Dat moeten wij zien te vermijden. Als wij fugues kunnen vermijden, als wij kunnen doordringen tot onze jongeren, als er hulpverlening op maat kan komen, pas dan zijn we op de goede weg. Ik pleit dan ook heel graag voor psychologische en psychiatrische ondersteuning.

Wat burgerlijke partijstellingen betreft, heb ik het soms moeilijk om een slachtoffer zich burgerlijke partij te laten stellen. Ik denk dat wij daar op een bepaalde manier wel een mouw aan kunnen passen. Als de rechtbank automatisch een voogd ad hoc aanstelt en die vraagt dat een jeugdadvoocaat zich burgerlijke partij stelt, als is het maar voor 1 euro, provisioneel, materieel en moreel vermengd, dan kan er later altijd nog een afrekening ten gronde gevraagd worden, maar dan heeft men zich ten minste burgerlijke partij gesteld. Dat vind ik heel cruciaal. Die aanpak is dus gelijkaardig aan dewelke er wordt gevolgd indien een jongen of meisje, mishandeld door een van de ouders, waaraan de andere ouder zegt dat die zich geen burgerlijke partij zal stellen qualitate qua, omdat die ouder niet tegen zijn of haar partner wil ingaan. In zulke gevallen stelt de rechtbank een voogd ad hoc aan, zodat ten minste de mogelijkheid bestaat van burgerlijke partijstelling. Ik vind dat dat een automatisme moet zijn, net zoals het automatisme van de Salduz I-regel, wat ik eerder al gezegd heb.

Ik heb ook gesproken over de opvolging van het slachtoffer na de meerderjarigheid. Ik vind sowieso dat slachtoffers daar recht op hebben, dat vind ik niet meer dan normaal. Ook vind ik dat zij recht hebben op bijstand bij de SURB. Het slachtoffer moet de mogelijkheid hebben om mee te volgen. De advocaten moeten het dossier verder kunnen blijven opvolgen.

Ik geef u nu duidelijk mijn persoonlijke visie. Jeugdadvocaten hebben een specifieke opleiding gevolgd. Dat is heel goed. Dat is een fantastische opleiding, met psychologische steun, echt een superopleiding. Voor een correctionele rechtbank worden sommige van mijn collega's geconfronteerd met daders. U moet zich goed voorstellen dat een slachtoffer met de dader geconfronteerd wordt en door die op de grond gelijkgemaakt kan worden. Immers, de rechten van de verdediging gelden en de verdediging zal misschien een totaal ander verhaal voorstellen. Het slachtoffer moet daarin niet alleen goed kunnen worden bijgestaan op procedureel vlak, het slachtoffer moet daarop ook

voorbereid worden, want dat zijn geen prettige zittingen. De kans dat een dader feiten toegeeft en verantwoordelijkheid opneemt, is eerlijk gezegd tamelijk klein. Elke komma en punt in de verklaring van een slachtoffer zal uitvergroot worden. Men zal proberen te achterhalen waar er hiaten of tegenstellingen in zitten om toch maar aan een straf te kunnen ontkomen. Dat vergt een serieuze opleiding en ook heel veel inspanning. Het is niet even vlug een dossier behandelen, dat vergt echt wel serieus wat werk. Er moet extra op worden toegezien, want niet alleen moet de minderjarige voldoende bijgestaan worden, ook de rechtbank moet daar echt zeer gedegen op reageren.

Ik heb nog een opmerking over het audiovisueel verhoor. Twee weken geleden was ik nog in Mechelen, waar een van mijn vaste meisjes audiovisueel zou worden verhoord. Dat was een meisje dat ik enkel ken van een VOS-situatie, een verontrustende opvoedingssituatie, maar omdat ze nog zo jong is, vond de politie dat ik daar als jeugdadvoocaat niet bij moest zijn. Ik vind dat dat niet kan. Elke minderjarige moet d'office recht hebben op een jeugdadvoocaat.

Ik zal ook nog het verschil uitleggen tussen Sarah en Mohammed. Sarah is een Vlaams minderjarig meisje dat in de handen viel van tienerpooiers en Mohammed is een niet-begeleide minderjarige die hier is terechtgekomen en die op een bepaald moment middelenverslaafd was en systematisch apothekers bezocht na de sluitingsuren om aan zijn medicatie te geraken. Sarah is 18 jaar en zal niet verder meer worden opgevolgd, terwijl die mogelijkheid wel bestaat voor Mohammed als hij dat zelf wil. Die discrepantie mag er volgens mij niet zijn.

Wat de slachtoffers betreft, vormt het drugsmilieu ook een belangrijk element. De jongste weken en maanden zien wij dat die organisaties heel veel jongeren gebruiken voor het leveren van coke, het gooien van bommen en granaten en het uitladen van drugscontainers. Mijn jongeren krijgen hallucinante bedragen voor de diensten die zij aan die organisaties leveren. ook daarop moet er worden ingezet, want die organisaties hebben nu ook onze jongeren in het vizier om hen te gebruiken voor dergelijke feiten. Zij weten immers heel goed dat de jongeren waarschijnlijk niet zullen praten en heel veel schrik hebben. Er is daar heel veel geld mee gemoeid, wat maakt dat onze jongeren daar dikwijls ook voor vallen.

De agressie in dat milieu is onvoorstelbaar. Recent nog werd het oor van een 17-jarige afgesneden. Dat is een heel gevaarlijk milieu en we weten niet waar dat allemaal zal eindigen. Men weet heel goed dat als minderjarigen worden opgepakt, zij

naar Everberg of Mol worden gestuurd of lichte straffen krijgen. Dat is ook iets waaraan we moeten denken voor de toekomst, want ik vrees dat ook dat een enorme uitdaging zal zijn.

Le président: Je vous remercie. Je vais immédiatement céder la parole à M. Jean-Pierre Jacques que nous accueillons pour la deuxième fois dans cette commission spéciale. Bienvenue à nouveau, maître Jacques. Vous avez la parole.

Jean-Pierre Jacques: Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres de la commission, chers collègues, merci de m'accueillir une deuxième fois. Je prends la parole au nom d'AVOCATS.BE pour aborder la question plus particulière des mineurs victimes de la traite des êtres humains.

Je vous prie d'excuser le ton de ma voix. Je viens de la région liégeoise et j'ai donc un petit accent nasal; mais le fait que je suis enrhumé aggrave la situation. Je vous prie de bien vouloir m'en excuser.

Les constats qui viennent d'être faits, je les partage entièrement. Je ne peux que regretter, dans ces dernières années, la problématique du manque de moyens. Soyons clairs: c'est un peu la tarte à la crème, le manque de moyens. Tarte à la crème, parce qu'on considère que, si on avait plus de moyens, on pourrait faire mieux.

Je reviens de Strasbourg. Au Conseil de l'Europe se tient tous les deux ans une réunion d'avocats et d'ONG spécialisés dans l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains. C'est une réunion qui est organisée dans le giron du GRETA, ce groupe de recherche sur la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe, qui vérifie la bonne application de la convention du Conseil de l'Europe à cet égard.

Le constat que l'on a fait au sein de cette réunion est le même: on manque de moyens. Pourtant, tous les outils sont là. Tous les outils juridiques sont là. Mais on ne les utilise pas bien. On ne communique pas bien. On n'échange pas correctement les informations. Les informations que l'on a n'arrivent pas au bon bureau, à la bonne personne. On arrive à des situations d'échec ou en tout cas de difficulté accrue.

Quand il s'agit de mineurs, puisque c'est le sujet de cette audition, on décuple les problèmes – je mesure mes mots quand je dis "décupler". Pourquoi? Parce que le mineur cumule les vulnérabilités. Il cumule les vulnérabilités en ce sens que – vous le savez, vous l'avez déjà mis en lumière – les victimes de la traite des êtres

humains ont, pour la majorité d'entre elles, des vulnérabilités. Elles sont étrangères; elles ont eu un parcours de migration difficile, éventuellement forcé; elles sont exploitées. Il y a quantité de situations qui rendent ces personnes vulnérables. Le mineur, pour sa part, cumule ces vulnérabilités parce que, outre ce parcours, les difficultés liées à l'exploitation, il est fragile psychologiquement. Qui rencontre-t-il pour l'aider? Un monde majeur avec ses règles. Je partage ici entièrement le constat qui vient d'être fait par l'OVb sur la mise en pratique de l'aide juridique au bénéfice des mineurs.

AVOCATS.be n'a pas encore réussi – je balaie devant ma porte – à cumuler les qualités en matière de formation pour pouvoir appréhender correctement les aides à apporter aux mineurs étrangers. C'est dommage! En effet, comme cela vous a été expliqué, les avocats qui travaillent dans le domaine du droit et de la jeunesse sont extrêmement motivés, extrêmement formés, extrêmement dévoués à leurs jeunes clients. C'est un travail extrêmement difficile. Les juges de la jeunesse vous feront également part des difficultés qu'ils rencontrent parce que le contexte est extrêmement difficile pour ces jeunes.

Si en plus de cela, le jeune est victime de la traite des êtres humains, il fait non seulement l'objet d'un dossier pénal, mais aussi d'un dossier pénal dans lequel d'autres personnes sont impliquées. C'est évidemment là que les choses se compliquent.

En tant qu'avocat spécialiste des victimes de la traite des êtres humains, je suis souvent amené à être consulté par des confrères qui sont confrontés à un problème déterminé dans le cadre d'un dossier et qui ne savent pas quoi faire. En effet, les avocats ne sont pas suffisamment formés à la procédure traite des êtres humains. Pour cause, cette procédure est opaque puisqu'elle ne dépend pas des barreaux, mais du procureur. C'est le procureur qui décide, à un moment donné, de considérer, sur la base des déclarations d'une personne, que celle-ci est potentiellement une victime et que, ce faisant, elle relève de la procédure traite, avec l'accompagnement d'une des trois ASBL qui s'occupent de l'accompagnement des victimes. Cela veut dire que, si dans un dossier communiqué au procureur par les verbalisants, le côté victime ne ressort pas suffisamment, c'est en toute bonne foi que ledit procureur ne considérera pas le mineur concerné comme une victime, mais comme un auteur potentiel avec toutes les conséquences pénales qui en découlent. En effet, comme il est accusé, il ne doit pas être protégé.

La situation est fondamentalement différente quand on est victime. Cela n'est pas anodin puisqu'il est fréquent d'avoir des auteurs qui sont

également victimes et plus particulièrement dans le domaine du droit de la jeunesse. Les mineurs sont souvent à la fois victimes et à la fois auteurs. Je pense que ce qui pose problème, c'est cette multidisciplinarité, cette multi-casquettes qu'endosse le jeune. Ce que je reproche toujours, c'est qu'on ne voit pas d'abord le cadre complet dans lequel cette personne se trouve, ce qui est très difficile à faire parce que les conditions dans lesquelles on est amené à intervenir ou dans lesquelles on se trouve en tant qu'avocat sont extrêmement difficiles pour détecter qu'on a réellement affaire à une victime.

Dans les dossiers qui concernent les majeurs, en général, la première audition d'une victime, je pense l'avoir déjà dit, est un tissu de mensonges. Un tissu de mensonges! Ce n'est pas volontaire. Ce n'est pas fait à escient. C'est juste que la victime, premièrement, n'a pas conscience d'être victime. Elle ne sait éventuellement même pas ce qu'est la traite des êtres humains, ce que cela peut engendrer. Elle déclare des choses sur la base de ce qui lui semble raisonnable de dire à la police dans le contexte dans lequel elle a été arrêtée et où elle doit faire une première déclaration, c'est-à-dire un contexte de traumatisme parce qu'elle n'a jamais été confrontée à la police et qu'elle espère ne jamais l'être car elle n'est pas en règle de séjour, la plupart du temps, et donc elle a peur de la police. Ce n'est pas un intervenant de confiance. Vous terminez l'audition, en tant que verbalisant, avec la question clé: "Considérez-vous être victime de la traite des êtres humains?". La réponse dans 99 % des auditions que j'ai est: "Non, je ne me considère pas comme victime.". Cela veut clairement dire que les victimes n'ont pas conscience d'être des victimes, pour ne rien dire de la façon dont les mineurs pourraient mieux appréhender le phénomène.

Deuxièmement, les victimes ne déclarent pas la vérité dans leur première déclaration. Elles déclarent des choses qui leur semblent devoir être déclarées. Pourquoi? Pour éviter le moindre problème. Que signifie éviter le moindre problème? C'est éviter le moindre problème par rapport à ce qu'elles ont vécu, elles. Elles se contrefichent, excusez-moi de l'expression, du dossier répressif. Elles se contrefichent de savoir qui est auteur potentiel ou non. Elles se contrefichent d'aider la justice. Elles sont dans un engrenage, sous pression de la part des exploitants et elles veulent simplement s'éviter des problèmes. Donc, leurs déclarations consistent à minimiser soit leur rôle, soit leurs horaires et conditions de travail, soit le rôle de l'exploitant, mais elles ne disent jamais la vérité lors de leur première déclaration. Cela nous vaut de graves problèmes quand nous arrivons à l'audience et que nous devons défendre ces

victimes, parce que la défense des auteurs nous dit: "Mais regardez: entre la première déclaration de la victime et sa troisième, nous avons trois versions différentes. Que croire, madame ou monsieur le président? Cela ne tient pas la route, cette victime n'est pas crédible". J'ai pour habitude de défendre des victimes en disant au tribunal correctionnel: "Ne tenons pas compte des déclarations des victimes, mettons-les à la poubelle! Ce n'est pas crédible! D'accord, trouvons autre chose dans le dossier!" Cela nécessite un travail d'investigation important. Les déclarations de la victime peuvent y contribuer, mais nous ne nous basons pas sur elles – et d'autant moins encore lorsqu'il s'agit de victimes mineures. Ne faisons pas peser sur le mineur une responsabilité pénale de pouvoir faire aboutir les enquêtes. De grâce! Il a envie de tout, sauf d'être placé au cœur d'un dossier répressif. Ce n'est pas sur lui que doit peser cette responsabilité. Il faut alléger, autant que possible, le poids d'une situation pour un mineur. Comment s'y prendre?

Aujourd'hui, le sous-financement des centres d'accueil est tel qu'ils en viennent à choisir les "bons" dossiers et les « bonnes » victimes. Parmi les personnes qui viennent s'y présenter pour faire une déclaration et, éventuellement, être accueillies, on va accompagner celles qui ont probablement le plus de chance d'être reconnues victimes. Lors de ma précédente audition, je vous parlais de l'entonnoir judiciaire. Avant même d'y pénétrer, un filtre est déjà installé par ces centres, qui préviennent qu'ils ne sont pas certains de pouvoir accompagner telle victime au motif que ses déclarations ne sont pas claires. Cela nécessite un cadre et un accompagnement susceptibles d'accueillir ces personnes dans de bonnes conditions.

Comme avocat, je suis attaché aux droits de la défense des prévenus. Ne soyons ni hypocrites ni naïfs! Tous les prévenus, avant de se présenter au tribunal correctionnel, préparent leur défense avec leur avocat pour dire ce qu'il faut dire. C'est un droit fondamental prévu par la Convention européenne des droits de l'homme. Je n'y vois aucun inconvénient. Pourquoi? Pourquoi une victime ne pourrait-elle pas préparer convenablement ses déclarations soit avec un centre d'accueil, soit avec son avocat? Pourquoi exige-t-on de la victime qu'elle soit blanche comme neige, neutre, impartiale et qu'elle ne fasse que des bonnes déclarations contre les prévenus car, si ce ne sont pas des bonnes déclarations, alors, elle est suspectée d'être une menteuse ou un menteur. Non, je suis désolé! Elle doit pouvoir préparer son dossier également parce qu'elle est victime. Cela fait partie du jeu judiciaire. Mais on doit pouvoir l'entendre, ce qui n'est pas le cas pour le moment.

Le système pénal ne le permet pas.

Je ne veux plus entendre le terme "bonne victime". Il n'y a pas de bonne victime. Il ne devrait pas y avoir de victimes et il ne devrait certainement pas y avoir un filtre pour ne retenir que les bonnes victimes.

Sur l'aide juridique, quel est le problème? Le problème de l'aide juridique, c'est que, pour le moment, l'aide juridique est construite sur la base d'une vision abusive de l'aide juridique qui s'est construite ces quinze dernières années en raison de l'augmentation du nombre de prestations faites par les avocats. La réponse du politique a toujours été la même: puisque vous augmentez vos prestations, on vous laisse une enveloppe budgétaire fermée, ce qui vous oblige à réduire le nombre de prestations que vous allez faire pour garantir le même niveau de rémunération avec une enveloppe fermée. Vous savez comment cela fonctionne. Ce sont des points qui sont attribués. Plus vous faites de points, comme l'enveloppe est fermée, moins vous avez d'argent par avocat, dans le cadre des prestations que vous avez faites. Nous avons réussi à stabiliser le nombre de points, l'enveloppe globale de points faits par les avocats. La valeur du point a effectivement été stabilisée et permet effectivement aujourd'hui une rémunération qui, si elle n'est pas mirobolante, est satisfaisante, au mieux ce qu'elle était auparavant.

Par contre, les conditions d'accès se sont élargies. De plus en plus de personnes ont droit à l'aide juridique de deuxième ligne gratuite. Et, en ce qui concerne les victimes de la traite des êtres humains, quel est le problème? Le premier problème, c'est que l'on doit réévaluer l'aide juridique à chaque stade de la procédure. Cela signifie que, si une victime commence à un moment donné à travailler, on va tenir compte de ses revenus pour lui retirer l'aide juridique à laquelle elle avait droit.

La conséquence est qu'une victime qui a été exploitée pendant deux, trois, quatre ou cinq ans, qui récupère un travail et se réinsère dans la société va devoir payer son avocat parce qu'elle va avoir une rémunération supérieure au seuil. Elle va devoir payer son avocat pour pouvoir démontrer qu'elle a bien été victime exploitée dans le cadre de sa période infractionnelle, à l'époque où elle était victime.

Il est inadmissible qu'une victime doive payer un avocat pour être reconnue comme victime à une période où elle était réellement victime exploitée. Ce n'est pas normal. Il faut lier l'aide juridique à l'infraction. Si vous êtes victime de traite des êtres humains, que vous avez ce statut, cela veut dire

qu'un magistrat a fait son contrôle et a vérifié que vos déclarations vous permettaient d'avoir à un moment donné le statut de victime et que vous pourriez être reconnu par un tribunal correctionnel comme étant victime.

Donc ce statut doit vous permettre à lui seul d'obtenir l'aide juridique pour toute la période de la procédure pénale sans qu'il y ait une réévaluation. Il s'entend que cela vaut uniquement pour la procédure pénale. Si vous avez un problème de bail, ce n'est pas pour cela que vous devez bénéficier de l'aide juridique. Vous devez garder le statut de victime tout au long de la procédure pénale, tant qu'elle n'est pas terminée.

Cela me paraît une modification importante. Elle est d'autant plus importante pour les mineurs qui deviennent majeurs que, comme cela a été expliqué, à partir de 18 ans, c'est terminé, on doit apprécier l'aide juridique en fonction de l'endroit où vous habitez, ce qui veut dire que si vous cohabitez avec quelqu'un qui a trop de revenus, avec quelqu'un qui n'est pas marié mais qui a des revenus, si vous cohabitez avec un grand frère qui, lui, travaille un petit peu, eh bien c'est fini, vous n'êtes plus en deçà du seuil pour pouvoir bénéficier de l'aide juridique gratuite et vous allez devoir payer votre avocat. Ça ne va pas non plus.

Il faut garder en tête – et je pense que c'est le seul changement à apporter à l'aide juridique, en tout cas l'un des changements importants à faire – qu'il faut donner l'aide juridique à une victime en raison de son statut et pas en raison de ses conditions financières, en lien avec l'infraction.

Il faut également travailler à l'amélioration de la formation des avocats pour permettre de mieux les sensibiliser à la question de la traite des êtres humains et du trafic pour en faire des avocats spécialisés, pour qu'il y ait – c'est Madame Lecoq du centre Myria qui vous l'a expliqué lors d'une précédente audition – des listes d'avocats spécialisés.

Pour le moment, ça fonctionne sur base de renommée commune, on sait que tel ou tel avocat a l'habitude de travailler en matière de traite et on va orienter vers eux. Il faut des listes publiques, connues, avec des formations certifiantes à la clé, organisées par AVOCATS.BE.

Pourquoi? Parce que les avocats de mineurs se trouvent très démunis quand ils sont confrontés à une situation de traite des êtres humains et une procédure pénale. Ils connaissent le droit de la jeunesse, ils ne connaissent pas pour autant la procédure traite des êtres humains de l'article 61/2 de la loi du 15 décembre 1980.

C'est une procédure spécifique que, souvent, les "étrangéristes" – les spécialistes du droit des étrangers – connaissent, mais que les avocats d'autres matières ne connaissent pas. Donc on est dans une segmentation où vous avez une multitude d'avocats: un avocat en droit des étrangers pour votre titre de séjour; un avocat en droit pénal pour votre procédure pénale; si vous êtes confrontés au droit de la jeunesse, c'est un avocat en droit de la jeunesse qui s'en occupe.

Le mineur se retrouve avec un, deux, trois avocats à devoir gérer. L'idée d'avoir un avocat spécialisé qui puisse cumuler les formations et être spécifiquement formé au droit de la jeunesse et à la traite des êtres humains en même temps me paraît également une réponse adéquate à donner.

Je terminerai par la problématique du *modus operandi* ou plutôt des méthodes de recrutement. Comme on vous l'a décrit ici à Anvers, on constate une situation quand même alarmante aujourd'hui. Alarmante parce que – je reviens sur le 11^e rapport du GRETA qui relate ce qui s'est passé du 1^{er} au 31 décembre 2021, je vous invite à lire les pages 21 à 25 concernant la situation des mineurs MENA – le *modus operandi* est effectivement un abus de cette vulnérabilité que l'on trouve chez les mineurs.

On abuse de leur précarité intellectuelle, psychologique, émotionnelle. Tout ce qui peut rendre un jeune fragile est utilisé par les réseaux et les exploitants. Les réseaux sociaux sont notamment utilisés pour recruter de jeunes victimes. Cela commence par un faux profil – vous savez que c'est un *modus operandi* courant – féminin qui permet d'avoir des contacts avec des jeunes filles. Ce faux profil a été créé et est manipulé par un homme et est destiné à mettre la jeune fille, la victime, en confiance.

Une fois qu'elle est mise en confiance, des rendez-vous sont donnés chez un photographe pour faire des photos. C'est évidemment l'accroche qui va faire en sorte que ça fonctionne bien: "tu es charmante, tu as un physique agréable, je pense que tu feras un très bon modèle pour le photographe". Qui lui écrit? C'est un profil féminin, donc la jeune fille n'a aucune raison d'avoir une crainte particulière vis-à-vis de ce profil puisque c'est une jeune fille. Il n'est pas possible de vérifier la réalité de ce profil, et encore moins pour le mineur. Les contacts se prennent. Effectivement, c'est une jeune fille – qui est complice de l'auteur – qui vous accueille chez le photographe.

La première séance de photographies se passe très bien, la deuxième aussi, la troisième aussi. À

la quatrième, on dit "mais tiens, tu vois, on fait du travail sérieux entre nous, ça marche bien. Ça te dérange de faire des photos en sous-vêtements?" "Ah ben non, les sous-vêtements, ça va, c'est pas trop." Puis on glisse et on fait d'autres séances, et on dit "maintenant, il faut les rémunérer. Ça commence à bien marcher, regarde le nombre de *like* que j'ai eu sur tes photos, donc je pense que tu as un profil qui est vraiment attirant". Et on commence, on demande des photos de nu. On se lance donc avec quelques photos que l'on poste sur des réseaux particuliers, parce qu'on précise bien que ce ne sera pas public. On évite la disgrâce.

Puis, à un moment donné, le photographe a mis la victime en confiance et on tombe alors vers les rapports sexuels. Et là, la victime est piégée car elle a mis le pied dans l'engrenage des revenus. Elle est payée, évidemment. Comment est-elle payée? Tout simplement parce que le photographe a des moyens qu'il a tirés d'autres photos qu'il vend sur des réseaux et c'est grâce à ces moyens-là qu'il paye la victime.

Et la victime qui reçoit de l'argent, qui vit relativement bien grâce à cet argent, continue et commence à avoir des rapports sexuels, et c'est parti. Il devient très difficile d'en sortir. C'est souvent – malheureusement – grâce à des parents que l'alerte est donnée. Ils disent "je crois que ma fille est dans une situation dramatique". Ca c'est un *modus operandi* que l'on rencontre aujourd'hui et qui met en cause des mineurs.

L'autre réalité qui met en cause des mineurs – celle que j'ai tendance à lier à la télé-réalité – repose sur des modes de vie qui sont extraordinaires pendant 15 jours ou un mois. Vous avez des jeunes gens qui vont louer des AirBnB extrêmement luxueux pour 15 jours ou un mois dans lesquels ils offrent la possibilité à des jeunes filles de venir vivre, pendant lesquels on mène la grande vie, avec des repas, du champagne et compagnie. Puis, quand le budget alloué est épuisé, on dit à la jeune fille "voilà, je ne sais plus t'assurer ça, si tu veux continuer, je pense qu'il va falloir se lancer dans la prostitution". On ne dit évidemment pas que c'est de la prostitution, on dit "est-ce que tu veux bien avoir des relations sexuelles avec mon ami? Tu le connais, on a fait plusieurs soirées ensemble, il est sympa, c'est un chouette gars". Et on commence. Ca aussi c'est un *modus operandi* que l'on retrouve et qui pose problème parce qu'il est très difficile d'en sortir.

Il y a cet appât du gain et cette image de luxe qui est donnée pour des périodes très courtes. Après, la situation dégénère très très vite, parce que les logements ne sont plus du tout les mêmes, les

conditions d'exploitation ne sont plus du tout les mêmes et c'est à ce moment-là que, généralement, les plaintes peuvent aboutir.

Et, pour avoir assisté à des procès dans ce genre de situation, la réponse qui est donnée de la part de la défense des auteurs est toujours la même: "Mais elles étaient consentantes, tout va bien, elles étaient bien d'accord, elles savaient bien ce qu'elles faisaient, elles n'étaient pas naïves."

On a cette réponse qui est scandaleuse puisqu'elle est basée sur le consentement d'une victime mineure. Et la réponse qui consiste à dire "elles étaient consentantes", on le sait, en matière de trafic et de traite, le consentement de la victime est totalement inopérant.

Ca veut dire quoi? Ca veut dire que dans le *modus operandi* qui est mis en place, on part encore de ce principe. Là je pense qu'il y a un gros travail de sensibilisation du public à mener, il ne dépend pas que des avocats de faire comprendre que, même si on est consentant, on peut être victime de la traite des êtres humains.

Voilà ce que je voulais dire au nom d'AVOCATS.BE. Je vous remercie de m'avoir écouté et je reste à votre disposition si vous avez d'autres questions.

Le président: Je vais m'excuser auprès des oratrices et des orateurs comme je l'ai déjà fait ce matin, car la situation n'est pas bonne. Nous vous avons effectivement invités à participer à nos travaux de la commission spéciale. Cette invitation résulte d'une ambition que s'était donnée la Chambre des représentants pour prendre en main la question de la traite et du trafic des êtres humains.

Je dois malheureusement constater qu'alors même que beaucoup de collègues ont sollicité de nombreuses auditions – je pense que c'est nécessaire et important pour nous permettre d'envisager la situation de façon holistique – leur présence est largement défailante. Je trouve cela irrespectueux et inadmissible à titre personnel.

Je présente mes excuses au nom de l'institution. Je pense malgré tout qu'il est important que nous poursuivions, puisque mon collègue Segers et moi-même somme présents. Nous poserons les questions qui sont les nôtres. Monsieur Burton a été pris par une urgence et a dû partir, il était là depuis ce matin et est excusé. Pour le reste, je ferai passer le message à mes collègues.

Ben Segers (Vooruit): Hartelijk dank aan de sprekers voor de vele inspirerende betogen. We

zullen uw getuigenissen goed kunnen gebruiken voor de aanbevelingen.

Vanochtend spraken we een hele tijd over het feit dat als minderjarigen die op de radar van de jeugdrechtsbank staan, er kan worden verwacht dat de jeugdrechtsbank wordt ingelicht over correctie-nele beslissingen en strafonderzoeken die het minderjarige slachtoffer betreffen, maar dat dat niet altijd gebeurt. Daar treden vaak problemen op, zeker ook in de communicatie. Er is wel informatie-uitwisseling, maar naar ik begreep, is het op dit moment bijvoorbeeld geen verplichting dat het bevoegde parket de jeugdrechter inlicht wanneer een minderjarige die onder het toezicht staat van die jeugdrechter, het slachtoffer is van een seksueel misdrijf of een misdrijf tegen de persoon. Ik weet niet meteen of een verplichting daarvoor de oplossing is; wat ik wel zeker weet, is dat we er met alleen bewustmakingscampagnes niet zullen raken. Er zal iets extra's moeten komen, misschien wel een verplichting.

Iedereen erkent volgens mij het probleem, maar ik weet niet heel zeker wat de oplossingen precies zouden kunnen zijn. Ik stelde die vraag ook al vanochtend en ik leg die ook aan u graag voor.

Mijnheer De Vos, u had het over de aanbevelingen van 2020 met betrekking tot de Maghrebinse jongeren die kampen met een drugs-, alcohol- of ander probleem. Stelt u ondertussen, sinds uw aanbevelingen van 2020, al enige vooruitgang vast? Ik weet dat er bij de dienst Voogdij een pool is gekomen, specifiek gericht op de Maghrebinse kinderen. Werkt dat systeem? Hoe evalueert u dat?

Mevrouw Declercq heeft in dat verband ongetwijfeld ook van alles te vertellen als voogd van vijf minderjarigen. U stel ik dus meteen ook diezelfde vraag. Welke vooruitgang ziet u?

Mijnheer De Vos, u had het ook over de bedelende Romakinderen. U vertelt dat hier, in de commissie Mensenhandel. Betekent dat dan dat u er al van overtuigd bent dat het hier vaak om mensenhandel gaat? Ik heb begrepen dat daar meer onderzoek naar zou moeten gebeuren, maar we zien in de feiten dat die kinderen amper of niet in de mensenhandelstatistieken worden opgenomen. Hetzelfde geldt voor de casebehandeling. Nog niet zo lang geleden was er een zaak van, als ik het goed heb, gedwongen diefstal. Dat geval zou toch perfect als mensenhandel gekwalificeerd kunnen worden. De afwikkeling van die zaak heeft toentertijd de voorpagina's van vele kranten gehaald, maar ook daar werd volgens mij niet de inschatting gemaakt dat het hier om mensenhandel ging. Bent u ervan overtuigd dat er wel vaak sprake is van mensenhandel als het gaat over bedelende

Romakinderen of andere problematieken van gedwongen criminaliteit?

U hebt ook gezegd dat er onderzoek naar dit onderwerp nodig is. Ik ben het daarmee eens, maar ik vraag me enkel af wie dat onderzoek moet doen. Hebt u het over een gerechtelijk onderzoek of ziet u daar een ruimere taak weggelegd voor eender welke instantie?

Mevrouw Declercq, u had het ook over de rol van uw organisatie wat de onlineaspecten betreft. Een tijd geleden was Frank Demeester van het parket van West-Vlaanderen hier. Hij vertelde heel veel interessante zaken, onder andere dat er gebruikgemaakt wordt van software om seksuele uitbuiting te kunnen opsporen. Die software is niet algemeen beschikbaar – dat hangt af van zone tot zone – en is vooral beschikbaar in rijkere zones. Ik heb de minister van Justitie ondertussen ook gevraagd om de software veel algemener ter beschikking te stellen. Hij bekijkt het momenteel, dus hopelijk komt er snel goed nieuws. Is dat ook een analyse die u deelt? Hebt u al gemerkt dat de software nog niet beschikbaar is? Op welke manier zouden de federale gerechtelijke politie en anderen verder geholpen kunnen worden in hun online strijd tegen uitbuiting? Mogelijk denkt u nog aan andere zaken dan alleen de ruimere terbeschikkingstelling van de software, dus alle inspiratie is welkom.

Ik wil u ook graag de Nederlandse praktijk voorleggen. In Nederland werkt men immers met lokprofielen. Het zijn eigenlijk geen echte lokprofielen, ook al noemt men het zo. Er is wel degelijk een kader en de rechtbank heeft het daar ook al aanvaard in die mate dat er niet gelokt wordt. Het is niet de bedoeling om iemand tot iets meer aan te zetten dan wat die in normale omstandigheden niet zou doen. Het lijkt, goed omkaderd en alleen gebruikt door de politie, wel resultaten op te leveren. Ik denk echter niet dat het een goed idee is om dat door andere organisaties te laten doen. Ik ben wel heel open-minded, dus ik luister graag naar alles wat u of anderen daarover te vertellen hebben.

Ik wil ook nog ingaan op uw slotopmerking over de Oekraïense jongeren. Ik ben het daarmee eens, maar ben wel blij met de inspanning die toen gebeurd is. Dat heeft er ook voor gezorgd dat er middelen zijn vrijgemaakt, die niet alleen voor de Oekraïense jongeren zullen worden ingezet. Er kan dus wel iets duurzaam gebeuren voor alle jongeren, omdat men daarmee bezig is.

U had het ook over de problemen van de tolken. U vertelde ook over een module die ECPAT ter beschikking stelt om de problemen op te lossen. Wat voor module is dat juist? Is dat een goed

practice die veralgemeend kan worden om aan de problematiek van de tolken tegemoet te komen?

U sprak ook over het schromelijke gebrek aan cijfers en gegevens, zeker over jongens. U roept op tot onderzoek, maar hebt u het dan over een gerechtelijk onderzoek – dat loopt al, als het gaat over de Afghaanse niet-begeleide minderjarigen – of over een ruimer onderzoek? Wie zou dat dan moeten doen?

Ik deel uw analyse, want het staat onvoldoende op de radar. Het valt mij ook telkens opnieuw op hoe men op dergelijke problematieken in Nederland een veel beter zicht heeft. Dat gaat dan vaak over academisch onderzoek en ik denk dat ons multidisciplinair model beter is dan dat van Nederland, maar laat ons het beste van twee werelden combineren. Ook jongens staan in Nederland veel meer op de radar dan in België. Hoe kunnen we dus bewerkstelligen dat dat in België ook gebeurt, naast het gerechtelijk onderzoek?

Mevrouw Van den Bosch, ik treed uw pleidooi bij over de kosteloze rechtsbijstand. Ik vraag mij daarover nog af of u nog specifieke voorbeelden kunt geven van een situatie waarbij een meisje uitgebuit werd voor haar 18^e verjaardag, dan 18 wordt en de procedure niet meer wil voortzetten. Kunt u daarvan enkele – uiteraard totaal geanonimiseerde – voorbeelden geven? Dat zou de urgentie nog beter kunnen schetsen.

U had het ook over de noodzaak om niet elke keer het verhaal opnieuw te moeten doen. Ook anderen zeiden dat. U hebt daarover ook verteld hoe uw kantoor zich daarop intern had georganiseerd. Ik begrijp de problematiek, maar ik weet niet goed wat de oplossing is. Wat is de volgende stap? Hoe zorgen we ervoor dat het verhaal niet elke keer verteld moet worden, niet alleen intern in uw kantoor, maar in het algemeen?

U vertelde ook over de afwegingen en de manier waarop een advocaat zou moeten worden aangeduid. Als het slachtoffer autonoom die keuze zou maken, bestaat het risico dat de uitbuiters erin zouden tussenkomen. Zijn daar nu al aanwijzingen voor? Gebeurt dat bij uw weten al?

Mijnheer Jacques en mevrouw Van den Bosch, ik wil het nog even hebben over de eerdere opmerking van mevrouw Le Cocq over de lijsten van gespecialiseerde advocaten. Ik moet toegeven dat ik het waarschijnlijk niet helemaal snap. Ik heb de lijst zelf nooit gezien, maar ik dacht dat er een KB bestaat waarin bepaald wordt welke specialisaties aangeboden moeten worden om een advocaat te kunnen aanduiden bij het Bureau Juridische Bijstand. Misschien heb ik het verkeerd voor, maar

dat gaat op dit moment over de grote takken van het recht. Heel concreet: moet dat specifieke KB aangepast worden, en moet mensenhandel daaraan worden toegevoegd? Of moet er binnen het jeugdrecht specifiek mensenhandel toegevoegd worden? Kunt u mij heel precies het idee erachter uitleggen, zodat ik dat zo concreet mogelijk kan voorleggen?

Wat de centra en de rechtsbijstand betreft, vraag ik mij af of de centra snel genoeg kunnen handelen als de rechtsbijstand via die centra loopt? Wordt de advocaat voldoende vroeg in de procedure aangesteld? Zou dat vroeger moeten gebeuren? Gebeurt het weleens dat de zaak al voorkomt voordat de aanstelling een feit is? Wat is het juiste moment daarvoor?

De problematiek van het drugsmilieu boeit me ten zeerste. Opnieuw geldt in Nederland dat er bij gedwongen criminaliteit van uitgegaan wordt dat het wellicht om mensenhandel gaat. Die analyse hebben wij in België blijkbaar nog niet gemaakt. Ik zeg niet dat het bij elke case om mensenhandel gaat, maar het zit op z'n minst op de grens. Bij elk persbericht dat ik tegenwoordig lees over de arrestatie van alweer een jongere, stel ik me de vraag in welke mate hij of zij in de tang zit en of er nog een weg terug is. U maakt met z'n allen die analyse. Wordt die analyse volgens u ondertussen ook al gemaakt bij justitie of politie? Hoe kunnen we ervoor zorgen dat er daarvoor meer aandacht is? We kunnen hier wel met z'n allen zeggen dat we daar meer aandacht voor moeten vragen of dat we aan bewustmaking moeten doen, maar dat is niet voldoende. Een aanbeveling als "we doen aan bewustmaking" maakt uiteindelijk weinig verschil.

Mijnheer Jacques, u had het ook over het feit dat minderjarigen niet altijd de waarheid vertellen – of kunnen vertellen – tijdens hun eerste verhoor. Er was het pleidooi om die verklaring dan maar weg te gooien en om zwaar in te zetten op onderzoekswerk, om ervoor te zorgen dat de minderjarige niet strafrechtelijk verantwoordelijk wordt gesteld. Opnieuw, wat betekent dat heel concreet? Daar ben ik heel benieuwd naar.

We mogen geen filter hebben om de juiste slachtoffers eruit te selecteren, heb ik begrepen, maar er zal toch altijd een filter moeten zijn. Als ik u goed heb begrepen, zegt u dat we voor die filter niet naar het parket mogen kijken. Daar heb ik meteen gevoelsmatig een beetje moeite mee, omdat ik vrees dat we zo weleens het hele multidisciplinaire systeem, dat de zaken toch wel enigszins objectiveert, onderuit zouden kunnen halen. We mogen toch wel vertrouwen hebben dat onze officiële instanties de juiste inschatting kunnen maken. Iemand zal toch wel een filter

moeten gebruiken. Waar moet die filter dan wél zitten, als hij hier niet hoort te zitten?

Daarmee heb ik al mijn vragen gesteld. Dank u wel alvast.

Khalil Aouasti (PS): Ma première question porte sur le cadre légal, tout particulièrement en ce qui concerne les mineurs. J'évoquerai le cadre légal à deux échelles. D'abord la qualification de traite et de trafic des êtres humains. Depuis le début de ces auditions il y a quelques mois, nous avons vu la définition de traite des êtres humains qui est dans le Code pénal et la définition de trafic des êtres humains qui est dans la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers. Mais nous avons appris également que cette qualification de traite ou de trafic ne recevait pas les mêmes acceptions en fonction des États européens. La définition est plus "légère" en Belgique qu'elle ne l'est dans la directive européenne et dans la législation interne de certains pays voisins.

Or, les mineurs étrangers non accompagnés (MENA) ont un parcours migratoire passant d'État en État. Mme Declercq a aussi évoqué les victimes qui le sont dans un autre pays, en Grèce, en Italie, en Espagne, ainsi de suite, et qui émargent ensuite en Belgique. Comment, et tout particulièrement en matière de minorités, se décline cette difficulté quand un mineur d'âge peut être victime de traite des êtres humains, suivant la définition belge, mais ne l'est peut-être pas forcément suivant la définition française ou italienne? Une fois sur le territoire belge, on se retrouve parfois à devoir privilégier le plus petit commun dénominateur, donc une autre prévention que la prévention de traite, pour pouvoir avoir un outil permettant de poursuivre des auteurs de ce qui pourrait être qualifié de traite ici. S'il s'agit d'une organisation qui a des relais en Belgique et à l'étranger, elle ne pourrait pas être poursuivie dans d'autres pays pour cette qualification. Quelles en seraient les incidences?

Je pose la question à ECPAT et aux deux représentants des ordres, puisque j'ai cru comprendre que cette législation en matière de traite des êtres humains et notamment la directive est pour l'instant à l'examen, et donc en cycle d'évaluation au niveau européen. Peut-être M. Jacques a-t-il évoqué ce sujet lors de sa récente réunion.

Que ce soit dans les réseaux internationaux, ou au niveau de la confédération des barreaux européens, y a-t-il un message à porter dans le cadre de cette évaluation pour mettre l'accent sur des difficultés pratiques d'organisation dans un univers juridique, l'Union européenne, qui vit de nuances sur ces questions-là? Ces nuances ne permettent

pas de pouvoir poursuivre adéquatement ces infractions. Avons-nous vécu des circonstances et situations particulières en ce qui concerne les mineurs?

Ensuite, le cadre légal interne. Non seulement la traite des êtres humains n'est pas facile à poursuivre, mais en plus, quand vous devez superposer des dispositions et des législations fédérales en matière de traite et trafic des êtres humains à des dispositions communautaires en matière d'aide à la jeunesse, on ne s'en sort absolument plus. De plus, les dispositions d'aide à la jeunesse sont différentes en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. On n'y envisage pas l'aide à la jeunesse de la même manière. C'est déjà compliqué pour les majeurs, mais cela le devient encore plus pour les mineurs à cause de cette couche supplémentaire.

Pour Bruxelles et la Wallonie, un accord de coopération est attendu de longue date et devrait être adopté par les différentes assemblées dans les prochains mois. Pour la victime mineure, peu importe qui est compétent et à qui elle doit s'adresser, ce qu'elle souhaite c'est avoir un référent qui permette de l'accompagner. Comment nous permettre à nous, législateur fédéral, de veiller dans nos recommandations à faire en sorte que cette difficulté puisse être levée? Quitte à nous proposer des accords de coopération, portant sur des éléments bien particuliers, entre le fédéral et les entités communautaires pour permettre d'avoir un guichet unique, un référent unique, qu'on le désigne d'une manière ou d'une autre. Nous n'en sommes plus à ça près dans l'ingénierie juridique fédérale et des entités fédérées. Comment parvenir à avoir ce guichet unique?

J'en viens à un autre élément de complication, à savoir l'input. Pour les victimes majeures, il n'est pas toujours simple de savoir qui est compétent pour quoi et comment détecter la chose. En matière d'exploitation sexuelle, ce sont principalement les polices locales et la police judiciaire fédérale. En matière de trafic des êtres humains, c'est souvent la police locale, parfois avec l'appui de la police fédérale. En matière d'exploitation économique, c'est souvent l'Inspection sociale. Chacun et chacune, parfois avec ses propres protocoles qui ne sont pas harmonisés, avec ses propres formations internes qui ne le sont pas non plus, avec des capacités de détection qui sont fonction des capacités humaines, mais aussi de l'intérêt porté par l'un ou par l'autre. Une zone de police frontalière, habituée au trafic d'êtres humains, n'abordera pas le même phénomène avec les mêmes réflexes qu'une zone de police plus rurale.

En matière de mineurs, cela semble encore plus

compliqué. Je vais me référer aux chiffres que j'ai cités ce matin: pour les MENA, en 2018 et 2019, il y a 4 400 et 4 500 dossiers enregistrés auprès de l'Office des étrangers; et, en matière de trafic des êtres humains, respectivement trois et huit dossiers ouverts. De plus, ces dossiers ne tiennent même pas compte, au-delà des MENA, des mineurs de nationalité étrangère en séjour légal sur le territoire ni des mineurs de nationalité belge, présents sur le territoire, qui sont aussi sujets à des mécanismes de traite et qui n'entrent pas dans ces caractéristiques. Cela signifie que le nombre de dossiers ouverts par rapport à la masse potentielle est dramatiquement nulle: trois et huit dossiers.

Cela tendrait à démontrer que la capacité de détection de ces dossiers est quasiment inexistante. Cela pose un vrai problème, car cela crée un cumul de vulnérabilité. L'incapacité à détecter le phénomène est vraiment interpellante. Après la détection, vient le suivi. Comment faites-vous pratiquement, dès lors que les trois centres reconnus sont des centres pour adultes, et que les deux centres pour mineurs que sont Esperanto et Minor-Ndako ne sont pas reconnus comme tels et donc habilités à entamer la procédure de protection des victimes mineures?

Premièrement, comment faites-vous en pratique lorsque vous êtes confrontés à un mineur qui doit aller soit à Minor-Ndako soit à Esperanto pour pouvoir entamer ces procédures alors même que ces centres ne sont pas reconnus et habilités à entamer ces procédures pour protection?

Deuxièmement, comment faites-vous dans un mécanisme d'aide à la jeunesse aujourd'hui où l'aide à la jeunesse par rapport à cette situation particulière est basée beaucoup sur des processus volontaires? Les processus contraints, sont des processus qui, face à ce qu'on va appeler des auteurs, sachant que la confusion entre auteur et victime – surtout vis-à-vis des mineurs – est très importante – ce sont davantage des victimes-auteurs plutôt que des auteurs-victimes en réalité – et qu'on se trouve dans un mécanisme qu'est l'aide à la jeunesse où – avec ses qualités et défauts et comme il le peut, je pense, et ceux qui sont les SAJ les SPJ et les juges de la jeunesse font de leur mieux et font le maximum – on se retrouve dans un cadre qui est fermé.

Vous parliez tout à l'heure de confiance. Comment permettre à un jeune d'avoir confiance lorsque le seul cadre référent qui lui est donné est une institution semi-ouverte – ou semi-fermée, on prendra l'appellation que l'on souhaite – qui n'engage pas à entamer un processus de confiance alors même qu'on est face à un public qui dès son arrivée se trouve dans un problème

naturel de confiance vu son vécu et ce qu'il a dû subir par le passé?

La question des collaborations entre les parquets, la question des compétences en fonction des arrondissements qui est déterminée par le domicile du mineur et non pas par le lieu où a eu lieu l'infraction. Cela ajoute des complications, car si le mineur est amené à déménager et ainsi changer d'arrondissement, il y aura un transfert de magistrat référent. Il n'y a pas de ligne continue de suivi du dossier, ce qui est paradoxal.

Je vais prendre un exemple qui n'a rien à voir. Dans les affaires familiales, le magistrat référent est celui auprès duquel le premier dossier a été ouvert, pour les gardes d'enfant et les contributions alimentaires. Il reste le magistrat de référence peu important les suites de la procédure. Cela dans le souci de l'intérêt de l'enfant dans des matières de séparation et ainsi de suite.

Ici, on est face à un public particulièrement vulnérable et on n'a pas de ligne continue en termes de magistrature. Comment vit-on cela au quotidien? Pour la confiance, comment un mineur qui s'ouvre vis-à-vis d'un magistrat, s'il est amené à déménager pour X ou Y raisons va-t-il pouvoir s'ouvrir vis-à-vis d'un autre?

Et donc au final, le nombre de condamnations est ridiculement bas dans ces matières. J'ai envie de dire, quand on cumule toutes ces difficultés, arriver au bout du processus est un réel chemin de croix. Comment le vivez-vous au quotidien? Comment peut-on penser un système qui soit plus simple?

L'autre difficulté complémentaire est le mineur qui devient majeur, qui ne change pas radicalement, je pense, de personnalité entre la veille et le lendemain de son dix-huitième anniversaire mais qui se retrouve du jour au lendemain dans un autre circuit et pour lequel, à nouveau, la continuité de la mission et de la mission de protection n'est pas assurée.

Comment vit-on cela et comment assurer cette continuité? Ici je me tourne aussi vers les barreaux puisque cette victime – ou victime-auteur en fonction – est mineure et bénéficie d'un avocat dans le cadre de l'aide juridique. Du jour où il devient majeur et ce n'est plus de l'automaticité alors que ni sa situation ni son statut à 24 h d'écart n'ont changé.

L'intervention s'arrête net au dix-huitième anniversaire dans sa représentation et dans sa défense. Comment voir et envisager les choses à ce moment-là et, là aussi, comment est-il envisageable en accord avec les barreaux – là aussi des

discussions parfois compliquées – d'envisager cette poursuite de la mission? Cela pourrait peut-être passer par une modification du code judiciaire, comme on l'a fait récemment sur l'automaticité de l'intégration du critère au bénéfice de l'aide juridique ou autre chose, mais comment veiller à cela?

La question de la formation a été évoquée. On parle beaucoup de formation policière, de la formation des magistrats. Je suis heureux que l'on parle de la formation des barreaux mais effectivement, c'est compliqué. On parle d'une matière qui est à la jonction du droit de la jeunesse – qui est un droit très technique – du droit pénal le cas échéant, du droit des étrangers ou de l'asile – les deux sont différents – et parfois du droit du travail.

Je sais combien il peut être complexe et compliqué pour un avocat d'avoir toutes ces casquettes en même temps. Y a-t-il des initiatives au sein des barreaux, du côté néerlandophone ou francophone, pour envisager ces questions, ces formations, ces spécialisations? On sait que parfois il y a des listes avec des titres reconnus et que l'on peut envisager ces spécialisations avec des titres reconnus.

Je voulais aussi m'adresser à Monsieur De Vos tout particulièrement puisque vous avez évoqué dans votre intervention des recommandations que vous avez remises en 2020 aux autorités compétentes en ce qui concerne les MENA. Je vous avoue n'en avoir pas connaissance. Je serais intéressé, d'une part, d'en disposer et d'autre part, de savoir quelle suite leur a été donnée. Avez-vous été associé à un travail continu concernant ces recommandations?

Il y a la question de la définition de la victime, mais je pense que nous n'y reviendrons pas aujourd'hui. Nous avons eu beaucoup de discussions là-dessus pour savoir comment faire pour rendre le caractère automatique de la victime. Il y avait là-dessus peut-être une discussion et je vais donc vous adresser la question à tous les trois. Aujourd'hui, pour être reconnu comme victime, il y a des conditions, notamment la collaboration avec les autorités, avoir un jugement qui a autorité de chose jugée, etc.

Il était donc proposé à un moment donné dans nos différentes auditions de se dire que tout cela est tellement complexe et que la question suivante se pose: ne devrait-on en fait pas se limiter à une triple reconnaissance? De se dire que si les autorités policières, le parquet et les centres agréés, tous trois concluent à la qualité de victime indépendamment de la vérité judiciaire qui suivra et qui peut parfois être très aléatoire, il faut permettre de

reconnaître la qualité de victime à cette personne-là et d'entamer les processus autres qui peuvent être des processus en matière de séjour et ainsi de suite et donc de faire confiance à ces trois autorités.

Se dire que, si le magistrat du parquet, l'autorité policière référente et les centres spécialisés se disent que voilà, indépendamment du fait qu'on a des preuves sur les auteurs, on ne les a pas identifiés ou ainsi de suite... Dans ce cas, on doit pouvoir poursuivre, ça ne doit pas être un motif de ne pas poursuivre, mais indépendamment de cette capacité à pouvoir poursuivre ou non, il doit pouvoir exister une reconnaissance de la qualité des victimes au bout.

Je voulais poser une question à ECPAT puisque vous avez parlé des jeunes Afghans notamment. Il y a aujourd'hui une vraie discussion sur cette question de l'Afghanistan puisque les Afghans – c'est peut-être plus particulier – sont malheureusement cette population qu'on appelle les inéloignables aujourd'hui puisque l'État se refuse à leur reconnaître un statut de protection internationale mais en même temps on ne peut pas les éloigner vers l'Afghanistan.

On se retrouve avec une catégorie où, aujourd'hui, on pousse à pouvoir avoir un statut de reconnaissance pour leur permettre de ne pas être dans un no man's land juridique et de demeurer alors même – c'est le jeu de l'irresponsabilité, personne n'est responsable de leur situation – dans l'illégalité et d'amener à des drames comme ceux que vous citez. À partir du moment où ils restent dans l'illégalité parce que personne ne s'en soucie, ils doivent penser à organiser les conditions de leur survie et c'est de l'exploitation économique, de l'exploitation sexuelle et ainsi de suite.

Dans quelle proportion, depuis les événements de l'été dernier qui ont amené au changement de régime en Afghanistan et à toute une série de changements de mesures, voit-on chez vous que c'est un phénomène qui va en s'accroissant? Quelle est la sonnette d'alarme que l'on doit pouvoir tirer par rapport à ce phénomène tout particulier et précis?

Un dernier élément: on ne parle quasiment jamais – cela a été évoqué par Monsieur De Vos – du phénomène de l'exploitation par la mendicité. Or on sait que pour les mineurs, l'exploitation par la mendicité est un phénomène qui va grandissant. J'aurais voulu savoir, dans vos différents départements – que ce soit chez les avocats, chez le délégué général aux droits de l'enfant ou à ECPAT – comment vous analysez ce phénomène qui est paradoxalement très peu repris dans les

statistiques officielles?

Comment le suivi de cette exploitation par la mendicité s'opère-t-il vis-à-vis de populations – on cite les populations roms notamment qui sont intra-européennes – pour lesquelles les mineurs ne sont pas forcément des mineurs étrangers non accompagnés puisqu'ils sont accompagnés par des adultes qui sont responsables d'eux-mêmes? Comment associer, comment permettre une réelle protection effective de ces mineurs-là?

Le président: Je vous cède la parole dans l'ordre premier des interventions. La parole est à vous, Monsieur De Vos.

Bernard De Vos: Merci monsieur le président, merci pour les questions. Beaucoup de choses ont été dites et de nombreuses questions s'entrecroisent. Concernant la situation des mineurs étrangers non accompagnés non européens, vous m'avez posé la question de savoir si, depuis les recommandations communes que l'on a formulées avec le kinderrechtcommissaris en 2020, la situation s'est améliorée. Non, bien sûr que non. Elle s'est détériorée et pratiquement aucune recommandation n'a pu trouver un aboutissement. En effet, nous demandons des lieux d'accueil supplémentaires, des lieux d'accueil à bas seuil, c'est-à-dire des lieux où les jeunes peuvent demander à dormir sans fournir de papiers ou introduire une demande particulière. On sait que ces mineurs – notamment les mineurs non-demandeurs d'asile – n'aiment pas devoir raconter leur histoire parce qu'ils ont peur et se trouvent dans des situations extrêmement délicates. Cela n'a pas été fait et non seulement ces mineurs ne sont pas mieux accueillis qu'en 2020, mais toute une série d'autres mineurs qui étaient plus ou moins correctement accueillis ne le sont plus aujourd'hui. Il s'agit là de mineurs demandeurs d'asile qui sont reconnus comme étant mineurs.

Comme vous le savez, les premières questions que l'on pose aux jeunes qui arrivent de trajets migratoires énormes ont pour but de vérifier qu'ils ne mentent pas. On a entendu ce qu'a dit Jean-Pierre Jacques sur le sujet lors des premières auditions: ils ne racontent pas tout de suite la vraie histoire, dès les premiers mots. On cherche d'abord à savoir si le jeune est vraiment mineur et celui-ci doit en apporter les preuves. Quand bien même ces jeunes arrivent à prouver qu'ils sont mineurs, ils restent quand même à la rue, et en nombre important. Des associations le dénoncent chaque jour. Si même les mineurs demandeurs d'asile sont à la rue, on imagine la situation de ceux qui ne font pas la demande officielle de protection. Il y a un véritable problème à cet égard à l'heure actuelle.

L'association Macadam, créée dans le centre-ville, essaie d'œuvrer davantage en faveur de ces jeunes-là mais avec des moyens insuffisants. Je pense qu'il faut être clair par rapport à cela. C'est la situation que connaissent des mineurs étrangers, mais aussi des familles entières qui sont laissées à la rue aujourd'hui. On a assez entendu ici combien la première préoccupation à avoir si l'on veut éviter les phénomènes de traite et d'exploitation, c'est d'assurer un minimum de sécurité pour ces mineurs et ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. Loin s'en faut.

Vous avez posé la question de la grosse organisation politique autour de l'accueil. Comment l'État fédéral, les communautés et les régions fonctionnent-elles face aux situations spécifiques et particulières? Citons le décret de l'aide à la jeunesse en communauté française qui ne s'applique pas encore correctement à la région bruxelloise. Au niveau de la tuyauterie, il y a beaucoup à faire. Je signale que, par exemple, ni la kinderrechtcommissaris ni le délégué général ne sont compétents pour les matières que l'on traite aujourd'hui. On le fait chacun de notre côté parce qu'on estime devoir le faire. Nous sommes des institutions communautaires et régionales du côté flamand et uniquement communautaires du côté francophone. C'est simplement parce qu'on estime que l'on n'a pas à répartir les enfants du fait des différents niveaux de pouvoir. Si nous éprouvons nous-même des difficultés à nous y retrouver en ce qui concerne les compétences régionales, communautaires et fédérales, comment un mineur en situation délicate pourrait-il savoir à quelle porte il doit frapper? C'est impensable. Il s'agit d'un véritable problème.

La coordination entre les différents niveaux de pouvoir est très compliquée. Sur la situation des mineurs étrangers non accompagnés – je parle pour le côté francophone mais je pense que c'est pareil du côté flamand – les communautés essaient toujours d'avancer, en raison d'un manque d'argent, que cette matière ne relève pas de leurs compétences mais de celles du fédéral. Les autorités fédérales affirment quant à elles que les mineurs en danger relèvent de la responsabilité des communautés. Ces gamins tombent dans de véritables fossés où personne ne veut s'intéresser à eux parce que la responsabilité n'incombe pas vraiment au niveau fédéral ou régional.

Vous avez posé une autre question portant principalement sur les mineurs provenant de plus loin que l'espace européen. S'agissant des migrants, familles ou mineurs isolés de l'espace européen, il faut quand même reconnaître que la situation est aussi complètement ahurissante. Ce

sont des familles ou des mineurs qui ont le droit de séjourner sur le territoire. Ils sont européens. Mais ils doivent faire très rapidement les preuves de leur capacité à subvenir à leurs propres besoins pour rester ici. Néanmoins, personne ne le vérifie.

Je suis délégué général depuis trop longtemps. On arrivera un jour à me remplacer mais, pour l'instant, ce n'est pas encore le cas. J'exerce cette fonction depuis 15 ans et, durant la première année, j'ai dormi dehors avec des familles roms qui se trouvaient au parc Maximilien, avant qu'il n'accueille un public encore différent et qu'il ne devienne connu. Il y a toujours eu des familles avec des enfants là-bas. Il s'agissait de Roms, slovaques principalement et roumains. J'y ai rencontré des enfants. Une petite fille est née. Sa mère est partie trois jours à l'hôpital de Saint-Pierre puis est retournée à la rue avec elle. Je vois encore ses enfants aujourd'hui. Aucun n'a eu une scolarité plus ou moins heureuse. Ils sont toujours en Belgique depuis mais ils ont été déplacés d'un centre d'accueil de nuit au Samusocial pendant le Plan hivernal, puis sont retournés une nouvelle fois à la rue. Quand ils sont hébergés dans des conditions décentes et qu'ils bénéficient d'un accompagnement éducatif, psychologique et pédagogique, les enfants sont inscrits à l'école, ainsi que dans des milieux éducatifs et pédagogiques. Mais dès que l'hiver se termine, on les remet dehors. C'est un cercle sans fin. Je ne connais pas d'enfants, parmi ceux que je suis depuis quelques années, qui ont reçu de la Belgique la capacité de dépasser le statut très défavorable de leurs parents. Ça pose question, même si c'est un peu loin de la question de la traite.

Dans ces familles, qui sont dans une situation extrêmement inconfortable, qui ne peuvent pas et n'ont pas de permis de travail, qui n'ont donc pas de permis de séjour, qui sont ici de manière complètement illégale même si elles sont libres de se mouvoir dans l'espace européen, on voit bien que les enfants sont régulièrement utilisés – en fonction de l'âge – soit pour mendier, soit pour faire des casses et des cambriolages à gauche et à droite quand ils sont adolescents et qu'ils se fauillent facilement en dessous des fenêtres, ou encore dans la prostitution pour les jeunes filles notamment. Il y a vraiment un souci très récurrent que tout le monde connaît depuis très longtemps et dont on a l'impression que tout le monde se fout. Ça veut dire – et je le répète une nouvelle fois – que si on ne met pas en place des cadres qui permettent à ces enfants et ces adolescents d'être hébergés en sécurité, qu'on ne respecte pas un minimum les droits qui sont notés dans la Convention des droits des enfants, on se retrouve forcément dans des situations où les "occasions" pour ses enfants d'être maltraités et utilisés dans

des réseaux de traite et d'exploitation se multiplient de manière phénoménale.

La question de la mendicité des enfants s'avère extrêmement compliquée. Est-ce ces enfants et ces mères qui mendient avec leurs enfants sont exploités? Personne ne le sait. On sait simplement que, pour arriver en Belgique, ils contractent souvent des dettes incroyables et que le taux d'usure est largement dépassé. Des familles remboursent parfois des dettes avec une peur d'être rattrapées par les personnes qui ont prêté de l'argent. On sait que cela peut durer des années et des années. Certes, des camionnettes les déposent, mais l'idée est de rembourser des dettes contractées – un peu comme vous le disiez tout à l'heure concernant les mineurs afghans – auprès de passeurs.

Vous avez posé la question de savoir quelles enquêtes ou recherches (judiciaires) doivent être menées. Je pense que cela doit être un travail pluridisciplinaire. Par exemple, à Bruxelles-Ville, la police a mené une recherche à un moment donné pour essayer d'identifier les familles mendiantes et les enfants mendiants et déterminer dans un premier temps si les enfants étaient bien ceux des mères avec lesquelles ils mendiaient. À l'époque, la grande majorité des enfants étaient bien ceux des mères qui mendiaient. Personne ne dit qu'aujourd'hui la situation n'a pas évolué. Nous l'ignorons. Je demande à regarder sur le site Internet de mon institution. J'ai émis des avis successifs et écrit des courriers pour demander aux autorités qu'on se saisisse de la question et qu'on essaie d'au moins objectiver. En effet, comment peut-on mener une politique cohérente sans avoir la capacité d'objectiver la situation? Personne ne sait exactement combien d'enfants sont là. On les voit en hiver quand ils se trouvent dans des situations délicates et viennent demander un coup de main. On les voit dans les parcs, à certains endroits. On voit certains construire des cabanes à gauche et à droite mais on n'a vraiment pas un ordre d'idée.

J'estime que cela ne relève pas d'une enquête judiciaire. C'est un travail qui doit être effectué de manière pluridisciplinaire, avec des travailleurs sociaux de rue, la police éventuellement à certains moments, mais tout le débat sur la situation, entre autres, des Roms dans les quartiers commerçants de Bruxelles et les décisions du collège de la Ville de Bruxelles ont été malheureusement fort peu éclairés par un travail peu sérieux. On a demandé à Bravvo – qui est connu – de donner quelques chiffres, mais ils sont très parcellaires et ne permettent pas de mener une politique suffisamment efficace.

Concernant la détection, j'ai mentionné déjà dans l'introduction liminaire le fait que, si les gamins savent qu'ils ne seront pas protégés, ils ne vont jamais aller porter plainte. Jean-Pierre Jacques l'a redit, combien ces enfants n'ont aucune envie d'être emmerdés plus qu'ils ne le sont. Ils n'ont pas envie de se retrouver à porter plainte contre des personnes qui pourraient leur vouloir du mal et prendre des mesures de rétorsion à leur égard. Ils n'ont pas envie de mettre en danger la sécurité de leur famille. Les gens qui exploitent ces enfants ne sont pas des anges. Ce n'est pas évident du tout.

Et puis, je crois vraiment qu'il y a un souci. On l'a redit tout à l'heure, vous l'avez dit aussi. Il y a un problème sur l'information de base, l'information liminaire dont disposent ces enfants sur les possibilités qui leur sont offertes de sortir des situations délicates dans lesquelles ils sont enfermés. Et cela passe effectivement par une information de qualité, *child friendly*, aux endroits où cela doit se trouver: sur les réseaux sociaux, sur TikTok, sur Instagram; un peu n'importe où, mais il faut quelque chose d'adapté pour leur permettre d'être informés correctement. Sinon, à mon sens, rien ne changera.

Ensuite, on revient sur cette question que j'ai abordée et que Jean-Pierre Jacques a également abordée et que vous abordez aussi, je pense. Je pense que nous en avons tous parlé: cette difficulté, quand on est en contact avec un mineur victime de la traite ou de l'exploitation, de considérer qu'il est une victime et qu'il n'est pas un auteur, quand il y a un problème de fait qualifié infraction. Malheureusement, on l'entend de partout. Jean-Pierre Jacques a bien expliqué la "mécanique" qui fait que, même avec information de qualité, qui n'existe pas et qu'il faut mettre en place, cela restera toujours compliqué. Ce sera toujours un grand défi pour les jeunes de se déclarer victimes et de se mettre dans une situation d'être assistés et d'être aidés.

J'ai l'impression d'avoir fait le tour des questions auxquelles je pouvais répondre. Je pense que d'autres autour de la table sont plus qualifiés pour répondre au reste. Je voudrais quand même rappeler, on a dû vous le dire des dizaines de fois autour de cette table, le manque de moyens. À un moment, c'est assez criant. Moi, je ne sais plus comment faire. Tous les acteurs qui travaillent avec des mineurs étrangers non accompagnés vous le diront. Il n'y a plus de tuteur. Le tuteur, c'est quand même un élément vraiment incontournable. C'est une décision qui avait été saluée par tous les acteurs qui disaient que le mineur étranger allait avoir un référent, quelqu'un qui allait pouvoir le suivre. Vous avez mentionné, monsieur le président, à plusieurs reprises, le manque de

continuité dans la prise en charge. Quand il s'agit de mineurs étrangers non accompagnés, le tuteur est là précisément pour cela. Quand il n'y a plus assez de tuteurs, quand ils sont débordés parce qu'ils ont des dizaines de situations à prendre en charge, forcément, cela ne se passe pas.

Au niveau de la justice, les informations ne passent pas. Il faudrait quelqu'un qui soit intéressé par la situation des mineurs et qui pourrait les suivre avec un peu de disponibilité et de sérieux, j'ai envie de dire, parce qu'à un moment, ce n'est plus sérieux, quand des tuteurs prennent le maximum de tutelles autorisées, ce n'est plus sérieux, pardonnez-moi l'expression. On dit qu'il y a un tuteur mais il est insuffisamment disponible pour soutenir ou aider le gamin ou la gamine.

Monsieur le président, j'en reste là. Si vos le permettez, je resterai encore un quart d'heure et puis, je devrai partir comme je l'avais annoncé. Je vous remercie de m'avoir donné la priorité.

Le président: C'est moi qui vous remercie.

Katlijn Declercq: De eerste vraag die ik genoteerd heb, gaat over het feit dat de dienst Voogdij een cel opgericht heeft voor gespecialiseerde voogden. Dat is natuurlijk een heel goede zaak en dat werkt ook wel, maar tegelijkertijd hangt het af van de identificatie en het kruisje dat wordt gezet op het document van DVZ, of er een gespecialiseerde voogd komt. Er moet dus al een vermoeden zijn van mensenhandel. Daar loopt het verkeerd, lijkt me. De politie, DVZ of Fedasil moeten dat kruisje zetten. Zolang dat niet het geval is, komt er geen gespecialiseerde voogd, maar een gewone voogd. De heer De Vos heeft het net al vermeld en als voogd zeg ik dat met alle respect. Professionele voogden begeleiden op dit moment 30 minderjarigen, vrijwillige voogden doen er 5 tot 6. Telt u maar na. Er zijn een hele hoop slachtoffer die geen voogd gezien hebben of die geen voogd zien voor ze 18 jaar worden. Ik hoop dat dit een antwoord is.

De tweede vraag gaat over het geldaspect van seksuele uitbuiting online. Dat is natuurlijk een heel apart hoofdstuk. Het enige wat ik daarbij wil zeggen, is dat we tijdens de covidperiode hebben vastgesteld dat de link mensenhandel en de uitbuitingssituatie die gecreëerd wordt naar de mensenhandel zich veel meer online begint af te spelen. Dat weegt veel meer door op dit moment. Mensen die met de slachtoffers van tienerpooiers werken, zullen u dat vertellen, mensen die met uitbuiting online werken zullen u dat vertellen, enzovoort. Dat online-aspect is groter en groter geworden. Er zijn een hele hoop Europese initiatieven, er is een Europees kader, er is samenwerking met Europol, er zijn een hele hoop mensen

die in Europa overleggen rond mensenhandel, er zijn de ngo's... Samen met de nationale rapporteurs heeft men daar verschillende vergaderingen aan besteed en rapporten over geschreven. Myria en andere organisaties zijn ermee bezig. Het is niet alleen een kwestie van software natuurlijk; al kan software wel helpen voor de link met mensenhandel. Het is een totaalaanpak nodig, die ook oog heeft voor de slachtoffers. Er moet preventie online gebeuren en er is ook vervolging online nodig.

Wij zien dat er meer en meer online wordt gerekruteerd. Eerlijk gezegd, de Europese Unie heeft daarvoor moeite gedaan, maar het is aan de lidstaten om dat toe te passen en te zorgen dat het effectief gebeurt. In het ene land gebeurt dat veel beter dan in het andere. Er is echter software, er is een manier om het aan te pakken. Vooral inzake commerciële seksuele uitbuiting online – ik bedoel daarmee wat men met een verkeerde term kinderporno noemt – is er heel wat vooruitgang geboekt. Er is ook samenwerking met de privé-sector daaromtrent, maar het zou mij iets te ver leiden om dat helemaal toe te lichten. Zij hebben ook speciale conventies en toepassingen. De Raad van Europa of de Europese Unie, bijvoorbeeld, heeft daarvoor speciale toepassingen en methodes om dat aan te passen. Vorig jaar zijn er speciale projecten gestart over hoe politie en gerecht beter kunnen samenwerken op dat vlak. Daar vindt men dus heel wat informatie over, maar het zou mij iets te ver leiden om daar nu verder op in te gaan.

Ik kom tot de definitie die verschilt van het ene tot het andere land. De dossiers waarin dat het duidelijkst was en die ik mij herinner, zijn de Nigeriaanse dossiers. Het is heel duidelijk dat het crimineel milieu de grenzen oversteekt met een nooit gezien gemak en dat er een andere toepassing en een andere interpretatie is in verschillende landen. Ik herinner mij een Nigeriaans dossier – ik geloof dat zelfs Payoke daaraan heeft meegewerkt – van een meisje dat in Frankrijk uitgebuit werd en dat dan naar België is gekomen om hier een klacht in te dienen. Het was echter heel moeilijk om daaromtrent een uitwisseling te krijgen. Het was bijna onmogelijk om dat dossier naar België te krijgen en om de elementen daarvan als verzwarende elementen in rekening te brengen in België.

Bij de dossiers aan Nederlandse kant ziet men een groot verschil. De strikte interpretatie van de wetgeving in Frankrijk maakt het heel moeilijk, terwijl de bredere interpretatie die de Nederlanders aan de wet geven – elk geval van seksuele uitbuiting waarbij minderjarigen betrokken zijn, wordt in Nederland gekwalificeerd als mensenhandel – het

een stuk gemakkelijker maakt.

Er is de wetgeving zoals die nu op tafel ligt, met de Europese kaders, van de Raad van Europa, de richtlijn en dergelijke meer. De enige methode die wij nu hebben om die samenwerking aan te gaan, verloopt via de nationale platformen, via de nationale rapporteurs. Myria heeft bijvoorbeeld een heel goede samenwerking met de nationale referentie in Nederland, met de nationale rapporteur in Nederland. Rond een aantal Nigeriaanse dossiers hebben zij bijvoorbeeld heel intensief samengewerkt. Zij zeggen ook dat dit de enige manier is.

De Nederlandse interpretatie – daarom vermeldde ik het ook in mijn voorgaande speech – is dat het feit dat de uitbuiting niet gebeurt in Nederland, niet betekent dat die elementen niet in aanmerking moeten komen. Het gebeurt heel frequent dat een slachtoffer uitgebuit wordt in Nederland en daarna naar Frankrijk verhuist. Dergelijke carrousels zijn gebruikelijk in de praktijken van dergelijke daders.

Er moet samenwerking zijn, met platformen waar nationale rapporteurs samenwerken. Er moet natuurlijk ook politiesamenwerking zijn, in het kader van Europol of nationale overeenkomsten tussen politiediensten.

Heel vaak worden ngo's gebruikt als uitwisselingskanaal. ECPAT heeft dat al meegemaakt en vermoedelijk kan elk centrum een gelijkaardig verhaal vertellen. Men heeft bijvoorbeeld een dossier in Frankrijk en men weet niet onmiddellijk hoe men dat in België kan aankaarten. Dan wordt de ngo gevraagd om een bevriende rechter te zoeken.

Er is een heel informeel netwerk dat ervoor zorgt dat er wordt samengewerkt, maar dat zijn natuurlijk wel lapmiddelen en hulpmiddelen. We hopen dat de herziening van de richtlijn zal zorgen voor een verscherping en een verduidelijking van de Europese samenwerking en vooral ook voor een verduidelijking van de procedures en de stappen en de manier waarop die samenwerking kan worden geconcretiseerd.

Ik denk dat de wil bestaat om dat te doen. De mensen van het terrein, de politie, de ngo's en de rapporteurs zijn zeker vragende partij, maar – ik zal het zeggen zoals het is – er is niet altijd voldoende politieke wil om op die manier als staten met elkaar samen te werken. Een van de grote struikelblokken is zeker de verschillende interpretatie in elk land. Elk land is vrij om erg strikt of erg ruim te interpreteren.

Ik wil nog iets zeggen over de onlinelokprofielen.

Bij ECPAT hebben wij daar in het begin erg wantrouwig op gereageerd, vooral omdat dergelijke lokprofielen door ngo's werden gebruikt. Ons standpunt is dat ngo's geen cowboys mogen zijn of mensen moeten vervolgen. De manier waarop men in Nederland met die interpretatie omgaat, met respect voor de privacy en met het duidelijke akkoord dat alleen de politie kan ingrijpen, en gezien de vele hulplijnen die op dit moment in Europa zijn geïnstalleerd, heeft ons evenwel geleerd dat een samenwerking wel mogelijk is.

In België is er de stopcampagne bijvoorbeeld. Dat gaat vooral over seksuele uitbuiting en toerisme. Die campagne werkt wel. Daar heeft een ngo een rol in te spelen, maar het zijn vooral de politie en Justitie die daar de hoofdrol spelen. Zolang dat bewaakt wordt in die sector, kunnen ngo's en wij ermee akkoord gaan.

De situatie van Afghaanse jongeren is verslechterd. Toen de taliban de macht nog niet hadden overgenomen en de oorlog nog volop gaande was, hadden niet-begeleide minderjarigen kans op asiel op basis van hun eigen verhaal of kans op subsidiaire bescherming. Op dit moment – na de oorlog, nu de taliban aan de macht zijn en op basis van de huidige situatie – wordt subsidiaire bescherming echter niet meer toegekend. Normaal gesproken wisten voogden met de voogdij over een jongere uit Afghanistan dat er op een of andere manier bescherming zou komen voor de pupil: via subsidiaire bescherming, via asielrecht of dergelijke. Men wist immers heel goed dat de jongeren niet meer terugkonden naar Afghanistan of de buurlanden. Op een of andere manier zou er dus bescherming bekomen worden. Op dit moment echter hebben 3 van mijn 5 jongeren al negatief advies gekregen. Dat zijn jonge kerels van 16 of 17 jaar, volledig geïntegreerd, met tatoeages, met een andere kijk op de samenleving. De ene heeft een vader die bij de politie was. De andere heeft een broer die vermoord is. Ze krijgen geen subsidiaire bescherming, want dat bestaat niet meer op basis van hun asielaanvraag. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen volgt daarin het Commissariaat en weigert dus ook. De advocaten die dat hebben aangekaart, hebben eindeloze pogingen gedaan om in die gevallen zeker de subsidiaire bescherming in stand te houden, maar dat werd afgekeurd.

Ik ben niet de enige voogd die met de handen in het haar zit. Veel voogden weten niet meer wat zij moeten doen. Het gaat niet alleen om het feit dat die jongeren niet in België mogen blijven, maar ook om het feit dat zij geen scholing meer kunnen krijgen, geen gezondheidszorg meer krijgen. Alle deuren gaan dicht. Eigenlijk sturen wij hen op pad naar Calais of naar Zwitserland. Soms gaat het

gerucht dat het in Denemarken beter zou zijn, of misschien denken ze ineens aan Zweden. Ze vertrekken zonder een cent, terug in de handen van smokkelaars, doorheen Europa. Dat is echt een alarmsituatie bij ons. Er wordt een grote hoop mensen zonder papieren gecreëerd en die mensen zijn vatbaar voor uitbuiting op de meest schandalige manier, niet alleen op seksueel vlak, maar ook bijvoorbeeld op arbeidsvlak. Het gaat ook om jonge kinderen.

Natuurlijk zijn jongeren hier tot hun 18de jaar beschermd. Zij mogen tot hun 18de blijven. De jongere die weet dat hij hier geen toekomst heeft, krijg je echter maar moeilijk gemotiveerd om naar de OKAN-klas te gaan om Nederlands te leren. Waarom zou die jongere in godsnaam Nederlands, een moeilijke taal, leren als hij weet dat hij hier toch niet mag blijven? Met het Frans zit dat misschien iets beter en Engels willen ze meestal nog wel leren. Naast het feit dat die jongere niet meer naar school wil gaan, rijzen ook vragen als: waarom zou ik mijn tanden nog laten nakijken? Honderdduizend dingen. Dat is echt een dramatische situatie aan het worden. Niet voor niets gaan al die voogden voor de ministeries protesteren.

Overigens voert de dienst Voogdij op dit moment geen botscans meer uit zo lang de jongeren op straat moeten slapen, want ze zijn daar fysiek niet meer toe in staat. Die situatie is voor ons als voogden heel alarmerend. Zelfs jongeren die een voogd hebben, weten precies wat er aan het gebeuren is, want zij kennen die verhalen. Dat krijgt men als voogd terug.

Mathilde Dufranc: Je vais répondre à deux questions sur la recherche. En ce moment, une recherche est en cours sur l'exploitation sexuelle des mineurs en Fédération Wallonie-Bruxelles, cofinancée par les cabinets Linard et Glatigny. Nous sommes mandatés et une chercheuse académique nous accompagne. Nous avons aussi réuni un comité d'experts multipartite avec le SPF Justice, la police, les SAJ, etc. C'est un exemple de recherche multipartite qui pourrait se faire avec des acteurs de terrain et des experts.

S'agissant des interprètes, les modules tournent autour de la traite des êtres humains, sa définition, la différence avec le trafic, les textes de loi mais aussi sur les conséquences psychologiques des personnes qui ont vécu des traumatismes et sur la posture que les interprètes devraient adopter pour être respectueux de la parole des mineurs et ainsi respecter leurs droits. Le problème est qu'il s'agit de formations qui se font sur base volontaire et surtout que les acteurs de première ligne ne peuvent pas vraiment choisir les interprètes qui sont qualifiés quand ils en ont besoin. On pourrait

imaginer qu'ils pourraient avoir ce choix et dire "vu la situation possible de traite des êtres humains, j'aimerais avoir tel interprète qui est déjà sensibilisé à ça et qui va avoir une certaine posture". Aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

Jean-Pierre Jacques: Pour embrayer sur ce que vous expliquez à propos des interprètes, à l'Université de Mons, il existe un certificat universitaire pour les interprètes et traducteurs en milieu judiciaire. Il y a un module de cinq heures consacré à la traite et au trafic des êtres humains. Les traducteurs et interprètes qui sont détenteurs de ce certificat universitaire ont suivi ce module. C'est un très bon module puisque c'est moi qui le donne.

Il y a une formation qui peut être assurée pour les traducteurs et interprètes. Seuls les titulaires de ce certificat ont suivi ce module. Il y a une série de traducteurs et interprètes qui ne l'ont pas suivi et qui ne connaissent pas suffisamment la procédure, nous sommes bien d'accord.

Chantal Van den Bosch: Mijnheer Segers, u had een aantal vragen over kosteloze rechtsbijstand. U vroeg naar een specifiek geval. Ik kan alleen spreken vanuit mijn ervaring. Ik kan niet spreken voor mijn collega's, en ik heb ook de voorzitter van het BJB niet ondervraagd. Ik kan alleen spreken over eigen gevallen.

Er was een specifiek geval van een meisje dat op het moment van de feiten 16 jaar was. Het onderzoek duurde enorm lang en de dader verbleef in het buitenland. Men heeft die uiteindelijk kunnen oppakken en het kwam ten slotte tot een zitting. Op dat moment was het meisje echter al ouder dan 18. Ik heb toen een aanvraag gedaan bij het BJB. Ik heb de gezinssamenstelling gevraagd. Ik heb het bewijs van de inkomsten gevraagd. En wat bleek? Haar mama verdiende netto 25 euro te veel per maand. Dat was de reden waarom wij niet pro Deo konden optreden. Ik heb toen een beetje ruzie gemaakt met de voorzitter van het BJB, omdat ik dat niet aanvaardbaar vond, maar dat mocht niet.

Ik heb dat meisje uiteraard niet in de kou laten staan. Wij zijn toen pro Deo pur sang, zoals ik dat noem, opgetreden. Wij hebben kosteloze bijstand geleverd. Waarom? Omdat ik het heel belangrijk vond dat haar stem werd gehoord en dat haar verhaal extra in de verf kon worden gezet. Ik wou dat de voorzitter volledig kennis had van het verhaal van dat meisje, dat anders niet te zien was, en dat de reacties gezien konden worden. Dat is immers erg cruciaal bij de beoordeling. Anders is er enkel wat op papier staat. Een beeld zegt uiteindelijk veel meer dan duizend woorden.

Ik vond dat niet meer dan normaal. Dat was mijn

plicht. Dat heeft dan ook geresulteerd in een serieuze veroordeling van de betrokken man. Er is toen ook een burgerlijke partijstelling toegekend, zodat het slachtoffer zich tot het fonds kon wenden. Zelfs als de dader onvermogen was, hebben wij dus voor haar toch iets kunnen betekenen.

Eigenlijk zou het zo niet moeten gaan. Het zou een automatisme moeten zijn dat elk slachtoffer dat op het moment van de feiten jonger dan 18 is sowieso voor het hele traject, niet alleen voor de burgerlijke partijstelling, recht heeft op kosteloze rechtsbijstand. Ook als het slachtoffer intussen ouder dan 18 is, moet het aanspraak kunnen maken op kosteloze rechtspleging en recht hebben op een pro-Deadvocaat, als er een gevolg is dat gelinkt kan worden aan de feiten. Dat vind ik niet meer dan normaal.

U vroeg wij kunnen oplossen dat het verhaal niet elke keer opnieuw moet worden gedaan. Ik heb al vaak op de rechtbank aangegeven – hoewel ik niet weet op welke manier wij de jeugdrechters op dat vlak kunnen organiseren – dat er een vaste jeugdrechter zou moeten zijn, ook tijdens de week dat een andere jeugdrechter permanentie heeft. Dat is echter allemaal niet zo eenvoudig. Er zijn immers ook jeugdrechters die op dat moment ook nog eens een openbare zitting hebben.

Voor mij is een vaste jeugdconsulent niet meer dan normaal, zodat de betrokkenen niet telkens opnieuw hun verhaal moeten doen. Ook pleit ik voor zoveel mogelijk dezelfde politiemensen die de ondervragingen doen.

Inzake de jeugdadvocaten pleit ik ervoor dat zij in team werken of met een aantal zijn. Wij maken van elk verhoor en van elke kabinetszitting een verslag. Daarin worden details gegeven, zoals wat er is gebeurd, hoe op een bepaalde vraag is gereageerd, welke hobby's er zijn of hoe de familiesituatie is. Daardoor zijn er aanknopingspunten en kan de volgende ontmoeting worden gevraagd hoe het is of hoe het op het voetbal is verlopen. Dat zijn kleine punten, maar ze zijn erg belangrijk om een connectie te hebben. Anders moet opnieuw over de feiten worden begonnen. De feiten zijn er, maar de connectie is erg belangrijk. Wij pakken dat op die manier aan. Ik kan enkel maar voor mijn eigen kantoor spreken.

De opleiding voor jeugdadvocaten is er sowieso. Ik heb opgemerkt dat eventueel de mogelijkheid zou kunnen worden geboden dat onze jongeren zelf mogen kiezen welke jeugdadvoaat zij willen. Ik ben pleitbezorger daarvoor. Dat is absoluut niet de visie van het BJB en van Eric van der Mussele. Het is echt wel mijn heel persoonlijke mening.

Er wordt van de visie uitgegaan dat een minderjarige recht heeft op een pro-Deadvocaat. De kwaliteit wordt gegarandeerd, doordat een advocaat zal worden aangesteld die de jeugddopleiding heeft gevolgd. Dat is theorie. De connectie is evenwel een ander feit. Met sommige advocaten is er nu eenmaal een connectie en met andere niet. Dat is echter heel persoonlijk en absoluut niet de visie van de OVB of van die mensen die daar op dit moment bevoegd zijn. Het is echter wel mijn visie. Die connectie is cruciaal wegens de kwetsbaarheid van de slachtoffers en omdat zij vertrouwen moeten geven. Dat vergt tijd en moeite. Dat is dus heel persoonlijk.

Indien iemand van het milieu een advocaat zou aanwijzen, moet dat al een jeugdadvoaat zijn. Wanneer er bovendien tegenstrijdige belangen zijn, zijn er tuchtrechtelijke sancties. Iemand zal dus wel twee keer nadenken vooraleer dat te proberen. Ik heb het natuurlijk niet over drugszaken. Daar spelen nog totaal andere belangen. Daarover ga ik mij niet uitlaten. Dat is nog een andere wereld.

Wij van de rechtsbijstand komen naar mijn mening eigenlijk laat *in the picture*. Bij ons kantoor worden wij aangesteld door de jeugdrechtbank zelf ofwel zijn wij op een bepaalde zitting van de jeugdrechtbank vrijwilliger. Dat is het geval voor de VOS-dossiers (verontrustende opvoedings-situatie): bij pasgeboren kindjes en pas bevallen moeders die verslaafd zijn en waarbij het kind onmiddellijk moet worden geplaatst of bij strafbare feiten. Verder worden wij ook aangesteld via Salduz III – niet aangehouden, maar voor bepaalde feiten ondervraagd – of Salduz IV – aangehouden.

Op die manier hebben wij een instroom van dossiers. Wij komen treden niet zo vaak op in dossiers van niet-begeleide minderjarigen. Een aantal niet-begeleide minderjarigen heeft ons kantoor intussen wel gevonden. *News travels fast* en zo krijgen wij wel een instroom, maar dat zijn dan jongeren die ons zelf hebben gecontacteerd en aan wie wij advies geven. Ik spreek weer voor mijn kantoor en niet in het algemeen. Bij ons houdt iemand zich specifiek bezig met vreemdelingenzaken, terwijl anderen andere zaken behandelen. Wij zorgen dat iedereen een bepaalde specialisatie heeft, los van het jeugdrecht, zodat we op alles kunnen inspelen.

Voor de continuïteit na het bereiken van de leeftijd van 18 jaar, zou er misschien nog een probleem kunnen rijzen. Ik verklaar mij nader. Een aantal jeugdadvocaten kiest ervoor om op een bepaald moment geen bijstand meer te verlenen, bijvoorbeeld wanneer de minderjarige 18 jaar wordt,

omdat dat specifieke dossiers zijn die heel wat onderzoek vereisen en waar er weerwerk moet worden gegeven tegen bepaalde kantoren. Dat wil niet zeggen dat de jeugdadvocaten het niet goed doen, maar het is niet zo evident of gemakkelijk om zich daarop voor te bereiden. Daarom heeft men soms liever dat iemand anders wordt geraadpleegd.

De afgelopen drie jaar hebben wij ook een aantal assisenzaken gedaan waar we als burgerlijke partij werden aangesteld door de ad-hocvoogd, omdat de vaste jeugdadvocaat die kerk aan zich wilde laten voorbijgaan en liever had dat wij het overnamen. Wij doen dat graag. Ik weet wel niet in hoeverre het dezelfde jeugdadvocaat zal blijven, als we effectief zeggen dat het kan. Ik denk dat men daar dan zeker vrije keuze kan geven.

Hoe kunnen wij de jongeren sensibiliseren voor het drugsmilieu? Op tien dagen tijd heeft ons kantoor zeven jongeren gehad die met aanzienlijke hoeveelheden waren opgepakt. Vaak vraagt de jeugdrechter aan de jongere wat die zou voorstellen dat als hij in zijn schoenen zou staan. Dan zeg ik altijd vorming, waarbij heel duidelijk wordt gezegd dat men vanaf het moment dat men wordt opgepakt, zijn gsm, step of brommer zal verliezen. Men heeft immers een strafbaar feit gepleegd dat door die zaken werd gefaciliteerd en dus zullen die worden verbeurdverklaard.

We beginnen ook de ouders mee te krijgen. Ik zie een enorme evolutie. Waar de ouders vroeger zeiden "Mijn kind, schoon kind" en ze alles met de mantel der liefde bedekten, bestaat er nu aversie bij de ouders ten aanzien van het verkopen van drugs. De jongeren worden nu meer bewustgemaakt van de gevaren. Ik heb de indruk dat we steeds meer de ouders aan onze kant krijgen. Via de ouders kan er dus ook veel aan bewustmaking worden gedaan. Er is een mentaliteitsverandering. Dat is positief.

Als jeugdadvocaat zou ik niet het risico willen nemen om mijn jongeren het achterste van hun tong te laten zien en alle informatie uit het drugsmilieu door te geven. Dat vind ik veel te gevaarlijk. Op sommige zittingen gebeurt het dat de parketmagistraat, na vijf dagen Everberg, of na één maand en vijf dagen, zegt: "Je hebt nog niet alles verklaard wat wij graag zouden horen." Het spijt me, maar als zelfs alle meerderjarigen zich beroepen op hun zwijgrecht, waarom zou ik dan als jeugdadvocaat mijn jongere laten praten, met alle gevolgen en alle gevaren van dien? Dat vind ik moeilijk.

Wat wel werkt: vorming, ouders meekrijgen, sensibiliseren, goed aantonen wat de gevolgen kunnen

zijn – en met wat er zich de laatste weken en maanden afspeelt in Antwerpen, denk ik dat velen nu al twee keer nadenken. Toch blijven er natuurlijk heel veel gasten die aangesproken kunnen worden, gelet op het grote geldgewin, en voor elke jongere die wordt opgepakt, staan er meteen vijftien klaar om zijn of haar rol over te nemen.

Wat de weigering betreft om zich burgerlijke partij te stellen, is er ook het probleem dat veel van die meisjes zich niet als slachtoffer zien. "Goh, ik heb wel wat feiten gepleegd, maar eigenlijk was ik geen slachtoffer, ik was gewoon een van hen..." Er moet ook inzicht komen dat zij echt slachtoffer waren en dat ze dus bepaalde rechten hebben, maar dan nog is het vaak een lange weg vooraleer ze zich dan burgerlijke partij willen stellen.

Ik begeleid nu een jongedame die we met hand en tand zo goed mogelijk proberen bij te staan. Zij was vroeger – zwaar – het slachtoffer van tienerpooiers, ze is vervolgens verdergegaan met iemand die, in haar visie, niet de dader was: "Het was toch maar de chauffeur." Met hem heeft ze nu een kindje, er is weer agressie... Wij proberen haar daar weg te halen en we proberen haar bijstand te bieden. Er zijn al heel veel stappen gezet en veel klachten ingediend, we waren bijna zover, en nu blijkt ze opnieuw zwanger te zijn van diezelfde dader. Dat is niet gemakkelijk, want op den duur ben je tegen enorm veel partijen aan het vechten. Er is de dader, maar je moet ook de rechtbank overtuigen, en ondertussen moet je ook je cliënt vasthouden en aandringen om verder te gaan. Uiteindelijk zit je met enorm veel actoren... Dat is niet evident, maar ik blijf het de moeite vinden om dat gevecht aan te gaan, want als wij het niet doen, waar staan zij dan?

Wat de partijstelling bij een correctionele rechtbank betreft, denk ik dat het misschien een mogelijkheid zou zijn dat, als er sowieso een ad-hocvoogd wordt aangesteld, die zelf een jeugdadvocaat aanstelt die zorgt voor een stelling, al is het maar voor 1 euro, zolang er maar een stelling is, maar dat moet natuurlijk opgelegd worden. Er zijn namelijk een aantal slachtoffers die er niets meer mee te maken willen hebben en het niet willen weten. Dat is misschien een mogelijkheid, maar ik weet niet of dat kan.

Er werd ook gesproken over de kruisweg die wij moeten afleggen. Wij volgen onze minderjarigen inderdaad overal, ook al verhuizen ze soms naar andere balies en moeten wij ons daar burgerlijke partij stellen. Als jeugdadvocaat heeft men dan echter nog een probleem, want volgens het Bureau van Juridische Bijstand kan men als jeugdadvocaat in het Antwerpse slechts aangesteld worden als men binnen een straal van 20 km rond zijn kantoor

zit. Het is dan soms niet gemakkelijk om een aanstelling te krijgen, maar ik vind het niet meer dan normaal dat wij onze minderjarigen volgen. De band is zo belangrijk. Ik blijf dan ook bij mijn visie van vrije advocatenkeuze, al sta ik daarin alleen.

Dan is er de continuïteit, waarover ik al sprak. Kan of wil de jeugdadvoocaat verder opvolgen? De opleiding is zo cruciaal, maar er zijn zo veel facetten. Het is dan ook niet gemakkelijk als men dan een kantoor alleen heeft. Wij hebben een aantal mensen en iedereen heeft zijn specificatie, dus wij kunnen dat samen uitwerken op kantoor. Ik kan me echter voorstellen dat dat niet zo gemakkelijk is als men een kantoor alleen heeft. Er moet dan eventueel samengewerkt worden.

De kwaliteit voor onze jongeren blijft cruciaal en dat is zo belangrijk. We hebben heel goede opleidingen in Antwerpen. We moeten bijvoorbeeld elk jaar een bepaald aantal punten halen, dus dat is allemaal heel goed georganiseerd, maar het is absoluut geen evidentie.

Jean-Pierre Jacques: Monsieur le président, je ne serai pas très long car il est déjà 17 h 06 et trois mineurs non accompagnés se trouvent, pour le moment, à mon domicile à Liège, et je dois les rejoindre. Comme ils sont relativement grands, ils peuvent s'occuper. Mais je ne voudrais pas aggraver la situation de mineurs non accompagnés en Belgique.

Pour ce qui concerne la question de la nomenclature, les choix d'orientation des avocats se font sur une base volontaire. C'est une orientation déclarée de l'avocat. En fonction, de ses spécialisations ou de ses affinités, il choisira trois orientations qui permettront au bureau d'aide juridique de lui désigner des dossiers sur la base de ces orientations.

Qu'il s'agisse de mineurs étrangers non accompagnés victimes de la traite, de mineurs victimes de la traite ou de majeurs victimes de la traite, cette dernière est aux confins de plusieurs matières et on ne sait pas toujours très bien vers quel avocat il faut envoyer le justiciable. Je ne suis donc pas sûr qu'il serait opportun d'ajouter une sous-catégorie dans la nomenclature. Je pense tout simplement qu'il faut, au sein de chaque barreau, avoir des avocats déclarés comme ayant suivi un module de formation spécifique à la traite et au trafic des êtres humains, sensibles à la question, qui connaissent la procédure qui permet d'obtenir un titre de séjour, qui connaissent la procédure en matière pénale et que, ce faisant, ils acceptent des dossiers en matière de traite et de trafic. Je répète que je ne pense pas qu'ajouter une nouvelle catégorie serait de nature à répondre adéquatement à la demande.

Quand désigner l'avocat? Est-ce que cela suffit quand la victime arrive dans le centre? Selon moi, il faut une automaticité entre la reconnaissance de la qualité de victime par le magistrat, dès l'entame du dossier, et l'aide juridique. Il doit y avoir une automaticité. C'est la raison pour laquelle j'insiste sur le fait – je pense que nous sommes d'accord sur ce point – que l'aide juridique ne doit plus dépendre de la situation financière de la victime. Elle doit dépendre de sa qualité parce que le magistrat l'a reconnu comme potentielle victime, qu'il soit ou non reconnu en tant que tel judiciairement ultérieurement. Peu importe. Il arrive que des victimes obtiennent un titre de séjour alors que les auteurs ont bénéficié d'un non-lieu en chambre du conseil. C'est possible. Ces personnes sont victimes parce qu'elles sont reprises dans le réquisitoire du parquet comme étant victimes d'une infraction de traite.

À mon avis, nous pouvons obtenir cette automaticité. C'est la raison pour laquelle je me suis permis, au nom d'AVOCATS.BE, de formuler des remarques sur la proposition de loi que vous avez rédigée. Il s'agit du document n° 2568 qui a été déposé le 11 mars 2022. À l'occasion de ces remarques, j'ai évoqué le fait que cette proposition de loi allait dans le bon sens, mais qu'elle n'allait pas assez loin.

L'automaticité permettrait d'éviter la tergiversation sur le moment de la désignation. La victime serait accompagnée, dès le moment où elle aurait cette qualité de victime. Cela permettrait surtout d'avoir un seul avocat référent pour l'ensemble de la procédure pénale. Il n'y aurait plus de discussion sur les suites à réserver. En effet, pour le moment, quand une instruction judiciaire commence, on sait qu'elle durera trois ou quatre ans. Après ce laps de temps, l'instruction judiciaire se termine et le prévenu est renvoyé devant le tribunal correctionnel. Si un avocat veut continuer à défendre la victime qui s'est constituée partie civile devant ce dernier, il doit retourner devant le bureau d'aide juridique en demandant une nouvelle désignation parce qu'on est dans une nouvelle procédure. C'est hallucinant! Mais c'est le formalisme exigé aujourd'hui: une désignation par procédure. La procédure devant la chambre du conseil n'est pas la procédure devant le tribunal correctionnel. C'est hallucinant! La victime ne comprend pas cette façon de faire. De plus, il n'y a pas de raison d'aggraver sa situation.

Donc, automaticité entre la reconnaissance de la victime donnée par le magistrat du parquet (que ce soit l'auditeur ou le procureur du Roi) et la désignation d'un avocat pro deo. C'est ce qui se fait aux Pays-Bas. C'est même ce qui se fait en

Albanie.

En Albanie, la qualité de victime vous permet d'obtenir, même pour l'exécution de votre jugement pénal, l'aide juridique, parce que vous avez été reconnu victime. Vous ne devez plus justifier des conditions de l'aide juridique. Du simple fait que vous avez un jugement pénal qui vous reconnaît comme victime de la traite des êtres humains, vous bénéficiez de l'aide légale et de l'assistance judiciaire gratuite, en ce compris pour l'exécution civile de votre jugement.

C'est vous dire à quel point il est possible d'obtenir des choses sans trop de difficultés, et que d'autres pays le font. L'information m'a été communiquée dans la réunion du GRETA à Strasbourg.

Faut-il des filtres pour qu'on reconnaisse une victime? Vous évoquiez que la qualité de victime pourrait être accordée s'il y avait un accord entre la police, le parquet et le centre. Je pense qu'il faut simplifier les choses. Il n'est pas nécessaire de donner des pouvoirs à des organismes qui n'en ont pas, et qui n'en ont pas besoin.

Le centre est un centre d'accompagnement. Il accompagne la victime pour qu'elle puisse se reconstruire psychologiquement, juridiquement, socialement. Il n'a pas à décider si quelqu'un est ou non victime. Ce n'est pas son job.

La police, même chose. La police est là pour enquêter, poursuivre, trouver les auteurs, faire des devoirs d'enquête sous la main du magistrat du parquet. Elle n'a pas de responsabilité à prendre, ni d'avis à donner sur qui est victime ou qui n'est pas victime. Excusez-moi d'être tranchant sur cet aspect-là des choses, mais je ne peux pas admettre que la qualité de victime dépende d'un policier. C'est, pour moi, inconcevable, en tant qu'avocat défenseur, que ce soit des prévenus ou des victimes.

Je pense que la main, pour le moment, est donnée au magistrat du parquet, qui a toutes les informations nécessaires sur la base des déclarations pour reconnaître la qualité de victime. Si cette qualité n'est pas reconnue parce qu'on hésite sur le bien-fondé de ses déclarations, l'intéressé est toujours en droit de bénéficier de l'aide juridique sous les conditions du droit commun, et de démontrer son indigence. Il n'aura aucune difficulté à le faire. Il est irrégulier sur le territoire, il aura un ordre de quitter le territoire et il bénéficiera de l'aide juridique totalement gratuite pour pouvoir continuer sa procédure sans la reconnaissance de qualité de victime par le magistrat. Le magistrat est donc le seul qui doit pouvoir décider de la qualité de victime sans personne d'autre. Et dès qu'il a donné

cette qualité, il doit pouvoir y avoir une aide juridique totalement gratuite.

Pour ce qui concerne les cumuls de législation, je vous avoue que je ne comprends pas vraiment où est le problème. Sans doute avez-vous eu des auditions qui vous ont embrouillés ou qui vous ont peut-être donné une autre version. La législation fédérale (article 61/2 de la loi du 15 décembre 1980) permet de reconnaître la qualité de victime à quelqu'un qui remplit certaines conditions.

La définition pénale de ce qu'est la traite ne sera jamais unifiée. Elle ne l'est pas. Pourquoi? Parce que cela ressort du domaine pénal et celui-ci n'est pas de la compétence de l'Union européenne. Ce qui est de la compétence de l'Union européenne, c'est la définition de qui peut avoir un titre de séjour en qualité de victime de la traite. La directive de 2011 permet de donner la qualité de victime et un titre de séjour avec cette "obscénité européenne", si je peux me prononcer comme tel, qui est de faire croire que l'attrait pour une victime d'un titre de séjour serait suffisant pour lui permettre de coopérer avec les autorités de police. Cela signifie qu'on instrumentalise les victimes. On part du principe – c'est le droit européen qui l'a choisi, ce n'est pas moi ni la Belgique – que, parce qu'elle va avoir un titre de séjour, elle sera incitée à faire des déclarations. Pire, le législateur européen vous dit que c'est ainsi que l'on va lutter efficacement contre la traite des êtres humains, grâce aux déclarations des victimes. C'est une ignominie sans nom. Mais c'est la réalité qui permet d'obtenir un titre de séjour.

Je pense que le cumul des législations au niveau interne ne doit pas avoir lieu d'être. En effet, le fait qu'on soit mineur, tant en Communauté française, à Bruxelles ou en Flandre, n'enlève en rien cette qualité de victime. C'est exactement ce que ma collègue disait. Quand on est victime, peu importe où on est victime. Que vous ayez un statut en France ou que vous ne l'ayez pas eu en France parce que la France ne vous reconnaît pas comme telle, la définition belge est plus large. Soyons précis également sur cet aspect-là des choses! Juridiquement, oui, la définition belge est plus large car elle a érigé les moyens de pression, la violence, l'abus de situation vulnérable en circonstances aggravantes, ce que d'autres législateurs n'ont pas fait. Ils les ont insérés dans les éléments d'incrimination. C'est en cela qu'on considère que le législateur belge est, avec cette infraction, relativement large, c'est-à-dire qu'il permet de plus facilement englober des comportements dans l'infraction "traite".

Par contre, sur la directive européenne et la transposition, le législateur belge n'a pas été aussi

loin que le législateur européen, notamment en permettant à des étrangers qui n'ont pas été reconnus victimes de pouvoir obtenir un titre de séjour s'ils ont par exemple fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine. La directive le prévoit mais le législateur belge ne l'a pas transposé. Cela veut dire que toutes les victimes de trafic, notamment les migrants, qui ne demandent pas l'asile en Belgique, qui n'ont pas de titre de séjour, qui ne demandent pas à rester parce qu'ils sont en transit pourraient, si on transposait complètement la directive et cet aspect-là de la directive, obtenir un titre de séjour temporaire en Belgique pour clarifier leur situation. On ne le fait pas, il y a des choix politiques à faire également de ce côté-là.

Je pense que le cumul de législations ne doit pas se faire sauf à jouer le parapluie et dire "c'est pas moi, c'est l'autre". Je veux me protéger en disant "ce n'est pas de mes compétences". Quand vous entendez le délégué aux droits de l'enfant dire qu'il vient ici parce qu'il ne veut pas abandonner les mineurs alors que ce n'est pas de sa compétence, c'est ça! Heureusement qu'il vient vous expliquer au niveau fédéral la réalité du terrain et du communautaire!

Je suis désolé, les victimes n'en ont que faire de savoir qu'en Belgique, il y a différents niveaux de pouvoir. Elles sont victimes, point! Quand on comprendra, que ce soit du côté policier, de l'aide à la jeunesse, des juges de la jeunesse, des parquets qu'une victime égale une victime, indépendamment de là où elle se situe, on aura déjà fait un grand pas et je pense que les définitions seront correctement appliquées.

Je ne vais pas plus loin, je n'ai pas d'autres éléments à donner à cet égard. Je vous remercie de votre attention.

Le **président**: C'est moi qui vous remercie.

Jean-Pierre Jacques: Monsieur le président, je ne doute pas que les membres absents auront l'occasion de revoir en *replay* nos prestations et de suivre avec beaucoup d'attention nos travaux et les questions judicieuses que vous avez posées.

Le **président**: Je leur ferai la faveur de leur envoyer le compte rendu intégral. Ils le liront.

Ben Segers (Vooruit): Ik dank alle sprekers voor hun antwoorden. Ik waardeer de intensieve manier waarop we hier van gedachten hebben kunnen wisselen. Ik zou nog een laatste vraag over de kosteloze rechtsbijstand willen stellen.

Ik ben het met u eens om die link nog automatisch te leggen dan in het wetsvoorstel. Dat moet

worden herbekeken, toch zeker vanaf het ogenblik dat het statuut werd vastgesteld. We hebben al een aantal adviezen over het wetsvoorstel ingewonnen. De FOD Justitie gaf een gematigd positief advies. Hij had bedenkingen bij de financiële implicaties, waarvan ik meen dat ze eigenlijk wel meevallen, want het gaat over niet zo veel personen. Veel slachtoffers hebben sowieso al recht op kosteloze rechtsbijstand. Het gaat dus maar om een beperkte categorie personen. Als dit ervoor kan zorgen dat extra personen onder het statuut vallen, dan is dat alleen maar winst.

Een ander argument is dat het unfair is om dit alleen voor de slachtoffers van mensenhandel te doen en niet voor slachtoffers van andere geweldsdaden. Ik meen dat dit geen argument is tegen kosteloze rechtsbijstand voor andere gewelddaden, maar ik denk wel dat mensenhandel an sich zo bijzonder is, dat het gerechtvaardigd is daar iets extra's voor te doen. Dat is zo aangezien mensen daar nog meer in de tang zitten, maar ook door de industriële uitbuiting die daar vaak achter zit. Wanneer men ervoor zorgt dat iemand bereid is aangifte te doen, dan kan men uitbuiting van andere personen voorkomen. Ik denk dat het dus ook puur utilitaristisch gerechtvaardigd kan worden. Ik zie jullie knikken, dus ik zal niet vragen of jullie het met die analyse eens zijn.

Men stelt als alternatief voor artikel 508/13/1 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen en voor de slachtoffers van mensenhandel een bepaling onder 12 toe te voegen aan de lijst van de personen voor wie weerlegbare vermoedens gelden. Hoewel het niet gaat om een onvoorwaardelijke toekenning van juridische bijstand aan de slachtoffers, wordt de toegang ertoe wel aanzienlijk vergemakkelijkt. Zou dat volgens u voldoende zijn?

Jean-Pierre Jacques: Non. Je blague en disant "non" aussi catégoriquement. Nous avons mis 20 ans à faire admettre au législateur qu'un mineur devait, en raison de sa minorité, être accompagné d'un avocat et que, dès que quelque chose concerne un mineur, il importe qu'il ait un avocat. L'aide juridique a été changée en ce sens qu'il n'y a même pas de présomption pour un mineur. Vous êtes mineur, vous avez automatiquement droit à un avocat. Point. Cela ne se discute pas. L'état de minorité justifie la présence d'un avocat. L'état de victime de la traite, vérifié par un magistrat sur la base de vos déclarations *in abstracto*, justifie d'emblée qu'un avocat vous suive durant la procédure pour garantir vos droits. Point. Cela s'arrête là. Il n'est nul besoin d'aller chercher plus loin.

Je suis désolé, car j'entends le SPF Justice nous parler de ses craintes d'abus. C'est toujours le

même discours dès qu'il s'agit du travail des avocats: "Vous allez abuser." Que nous demande-t-on? Que l'aide juridique pour la procédure pénale - et l'automatisme vise simplement à simplifier cet octroi pour la victime... Sinon, je vais simplement utiliser l'ordre de quitter le territoire qui m'a été délivré et me rendre au bureau d'aide juridique. Excusez-moi! A-t-on besoin de faire cela pour une victime de la traite des êtres humains? Non. Facilitons-lui la tâche, parce que son travail de recouvrement et de récupération passe aussi par des possibilités.

L'avocat ne va pas s'enrichir. Moi, je travaille dans le cadre de l'aide juridique pour toutes les victimes de la traite - toutes sont assistées par un *pro deo*. Ce sont des dossiers gigantesques! J'y perds ma culotte sur le plan financier, parce que ces dossiers comptent des milliers de pages. Je ne me bats pas à armes égales avec les avocats de la défense qui sont payés rubis sur ongle par des prévenus qui disposent de sommes phénoménales. Pourquoi le fais-je dans le cadre de l'aide juridique? Parce que je reste convaincu que ces gens doivent être défendus par l'aide juridique de deuxième ligne, qui est totalement gratuite. Les points que l'on m'octroie sont ridicules par rapport aux dossiers en cause, qui sont extrêmement volumineux. Ce ne sont pas des affaires de petit trafic de drogue du *dealer* du coin; ce sont des dossiers qui remplissent plusieurs milliers de pages et qui nécessitent un travail énorme. C'est la dignité de l'avocat de pouvoir défendre des clients dans le cadre de l'aide juridique, quelle que soit l'ampleur du dossier. Et je m'attacherai toujours à les défendre dans cette même logique.

Ben Segers (Vooruit): Ook als het wordt toegevoegd aan de personen voor wie weerlegbare vermoedens gelden, betekent het toch ook inhoudelijk dat, stel dat het slachtoffer bij de ouders woont en men zit boven die grens, het niet weerlegd zal kunnen worden? Of zie ik dat verkeerd?

Chantal Van den Bosch: Wij moeten altijd een attest van gezinssamenstelling en inkomstenbewijzen van alle mensen bijvoegen. Ik wil echter nog wat dieper ingaan op het financiële aspect.

Om ons als burgerlijke partij te stellen op een correctionele zitting krijgen wij vier punten. Omgekeerd is dat ongeveer een kleine 400 euro. Als we gelijk krijgen en er wordt een schadevergoeding begroot, wordt er ook een rechtsplegingsvergoeding toegekend. Dat is een vergoeding die de verliezende partij moet betalen aan degene die een advocaat heeft moeten nemen. Dat bedrag wordt echter in mindering gebracht van de vier punten.

Vaak is het bedrag van de rechtsplegingsvergoeding dus hoger dan het bedrag dat ooit ontvangen zou worden in het kader van de rechtsbijstand. De kosten-batenanalyse kan dus zelfs positief zijn.

Le président: Si tout le monde en a terminé, je me permets de vous remercier encore une fois toutes et tous pour votre présence, votre préparation et votre temps. À nouveau, je m'excuse auprès de vous, pour la dernière fois je pense. Je présente aussi mes excuses aux services parce que je pense que toutes ces commissions demandent énormément de temps de préparation et d'abnégation, de la part des interprètes, des huissiers, des greffiers, du secrétariat etc. Merci vraiment à tous pour votre disponibilité. Merci de faire en sorte que ce type de commission puisse exister, et que nous puissions vous recevoir dans de bonnes conditions pour avancer. Je vous donne rendez-vous le 5 décembre pour notre prochaine séance de commission. Si vous souhaitez nous suivre *on line*, n'hésitez pas.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 29.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.29 uur.